# DUITE E

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

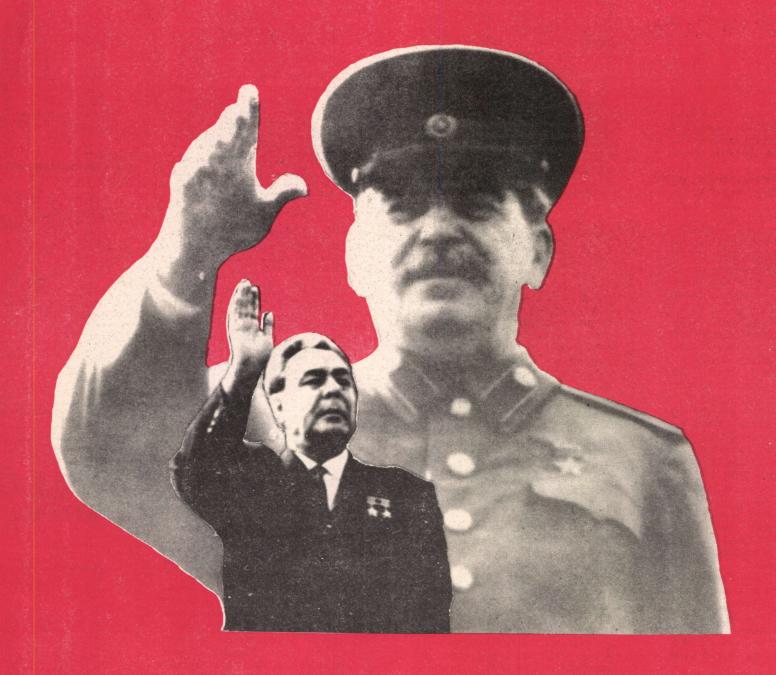
N° 122

SEMAINE DU 29 DECEMBRE 1970 AU 4 JANVIER 1971

PRIX : 2 F

### LENINGRAD :

procès, terreur, et antisémitisme



BREJNEV SUR LES TRACES

DE STALINE

### courrier des lecteurs



# UNE LETTRE DE L'UNION DES ETUDIANTS JUIFS DE FRANCE

Camarades,

De toutes les organisations, la vôtre, camarades, est sans doute la plus respectée. Par le sérieux de votre travail militant, par vos analyse; politiques claires, par la qualité de votre journal, vous avez acquis une place à part parmi les mouv ments révolutionnaires.

En ce qui concerne le problème du Moyen-Orient, « Lutte Ouvriè e » s'est toujours distinguée par le désir d'échapper aux diverses mythologies qui, hélas! fausse it la plupart des analyses de la gruche révolutionnaire. Dernièrement, dans le n° 115 (10-16 novembre 1970), un article signé Liévin portait un jugement lucide sur la coexistence nécessaire des deux droits nationaux israélien et palestinien :

« ...Aujourd'hui disait cet article, il y a largement la place pour que Juifs et Arabes puissent coexister pacifiquement au Moyen-Orient. Il y a largement la place pour qu'un Etat arabe palestinien puisse exister à côté d'un Etat juif. »

Voilà une position que l'Union des Etudiants Juifs de France défend depuis des années, tout comme elle reconnaît l'impossibilité d'une paix sérieuse sans la reconnaissance du juste droit national des Palestiniens et avant tout par les Israéliens.

Les motions votées à notre dernier Congrès sont particulièrement nettes sur ce point (voir cijoint le texte de la motion adoptée à notre 13° Congrès).

Nous sommes donc heureux de constater l'accord de nos deux organisations sur ce point essentiel. Malheureusement, la fin de l'article de J. Liévin marque, à notre sens, un passage de l'analyse politique consciente, au slogan irréfléchi.

Est-il sérieux de traiter Israël d'Etat théocratique alors qu'il est tellement évident que le facteur religieux est loin de jouer en Israël le rôle qu'il joue dans n'importe quel Etat arabe, même le plus progressiste (faut-il rappeler par exemple la place de l'idéologie musulmane dans la dernière révolution lybienne). Les partis religieux ne représentent en Israël qu'un groupe de pression parmi d'autres qui peuvent être franchement anti-religieux, sans courir les mêmes risques que les partisans de l'athéisme dans une République aussi « progressiste » que la Syrie.

Que signifient les adjectifs de « réactionnaire » et de « raciste »

accolés à Israël si ce n'est qu'on a décidé une fois pour toutes de fermér les yeux sur la réalité israélienne.

Quel sens y-a-t-il enfin à demander de nouveau la « désionisation d'Israël quand on a reconnu par ailleurs ses « droits nationaux » à la « nation hébraïque ». Comment ne pas comprendre que le sionisme est précisément cette lutte pour la reconnaissance de ses droits menée par un peuple spolié, humilié et massacré depuis deux millénaires. N'est-il pas contradictoire de lui reconnaître ses droits d'une part, et de disqualifier de façon aveugle d'autre part leur réalisation pratique.

Personne n'a demandé à Israël de se désioniser, pas plus qu'on a demander aux Palestiniens de se désarabiser, car personne ne peut demander à un peuple de renoncer à sa personnalité et à sa raison d'être. Effectivement, il y a place au Moyen-Orient pour deux Etats, pour l'affirmation de deux droits nationaux. Mais pour que cette situation se réalise, pour qu'une paix véritable survienne qui tienne compte de toutes les volontés populaires, une condition est nécessaire : que chaque adversaire n'ait pas une vision mythique de l'autre.

Et de cela vous et nous sommes également responsables.

Salutations socialistes.

Pour le Bureau National
de l'U.E.J.F.
Charles LEBEN

Nous sommes heureux de constater qu'une organisation, liée au mouvement sioniste ou qui du moins s'en réclame, se déclare ouvertement partisane du droit des Palestiniens à disposer d'euxmêmes. Et puisque les camarades de l'U.E.J.F. se réclament du socialisme, au moins au niveau des salutations, c'est à des militants socialistes que nous allons répondre.

Pour nous, militants révolutionnaires, la reconnaissance du droit tant des Israéliens que des Palestiniens à disposer d'eux-mêmes est une position de principe élémentaire.

Mais la reconnaissance de ce droit implique toujours, pour les révolutionnaires, le devoir de lutter contre les aspects réactionnaires que tenteront de donner les classes dirigeantes à de tels Etats. Par exemple reconnaître aux Juifs le droit d'avoir un Etat ne signifie nullement approuver les discriminations raciales et religieuses à l'égard des non-Juifs comme cela se pratique couramment en Israël (loi du « retour », prépondérance du rabbinat dans l'Etat, absence d'état civil, refus de reconnaître des droits politiques, économiques ou culturels égaux aux Arabes, etc.). En ce sens, un Etat juif viable au Moyen-Orient ne pourra être qu'un Etat débarrassé de ses caractéristiques réactionnaires, religieuses et chauvines, c'est-à-dire un Etat débarrassé du sionisme. Et notre position serait identique vis-à-vis d'un Etat palestinien « islamique ».

Ceci dit, soutenir la lutte des peuples pour la reconnaissance de ce droit est aussi une position de principe.

Et c'est là que nous divergeons avec l'U.E.J.F. Car nous ne pensons pas qu'entre Israël et les Palestiniens la balance soit égale. Ces derniers luttent justement contre l'Etat sioniste qui, après les avoir spoliés de leurs terres, leur refuse les droits nationaux les plus élémentaires. Nous soutenons donc la lutte des Palestiniens contre l'Etat d'Israël, alors que, lors de son dernier congrès, l'U.E.J.F. dénonçait le terrorisme des organisations palestiniennes sans souffler mot sur le « terrorisme légal » pratiqué par la police et l'armée israéliennes à l'encontre de la population palestinienne dans son ensemble. Et cette attitude revient à justifier la politique actuelle du gouvernement israélien. Où est l'internationalisme dans tout cela?

De même, la fin de la lettre de l'U.E.J.F. est toute empreinte du même esprit. Pour sa part, L.O. n'a jamais hésité à critiquer l'antisémitisme qui a cours dans certains pays arabes ou même le pseudo « socialisme islamique ».

Mais pour des socialistes qui se veulent, sinon partie intégrante de la population israélienne du moins partie intégrante de son avenir politique, la tâche n'est pas de rendre la bourgeoisie israélienne plus « présentable » et plus « civilisée » que celle des pays arabes, la tâche est de la combattre, notamment en mettant en évidence ses aspects les plus réactionnaires. C'est ce qu'a toujours refusé de faire la « gauche » sioniste, et c'est ce que se refuse à faire l'II F.J.F.

On n'aime pas beaucoup voir gifler sa Mère en public. Voilà pourquoi je vous écris, en vous assurant de mes sentiments cordiaux et en souhaitant que vous respectiez la foi des hommes avec qui vous luttez.

G. Gaucher, Orléans.

Notre correspondante nous reconnaît le droit de penser en matérialistes mais elle regrette que nous prenions celui de le dire. Ce sont pourtant des choses insépaparables. Nous n'espérons nullement convaincre les chrétiens en ridiculisant leur foi mais nous respectons trop nos lecteurs et nos idées pour faire sur ce point des concessions « tactiques ».

Nous sommes solidaires des chrétiens qui luttent contre certains aspects réactionnaires de notre société mais cela ne nous empêche pas, bien au contraire, de dénoncer tous les aspects réactionnaires d'une idéologie que nous estimons obscurantiste et conservatrice.

Le dire clairement nous semble même la seule façon de respecter les hommes avec qui nous luttons.





### LES CHRETIENS ET LES REVOLUTIONNAIRES

J'ai acheté « Lutte Ouvrière » à une jeune vendeuse venue sonner à la porte de mon H.L.M. J'ai lu ce journal avec intérêt, même si je n'en partage pas tous les points de vue. Entre autres celui que vous exprimez « en bref » page 4, quand vous assimilez Paul VI à un « illuminé » parce qu'il croit à la naissance virginale de Jésus de Nazareth et à l'eucharistie.

Vous avez parfaitement le droit de penser cela mais je ne crois pas que la Lutte Ouvrière puisse gagner quoi que ce soit en ridiculisant la foi des chrétiens. Nous sommes depuis 1970 ans, quelques millions d'illuminés de cette espèce et il faut compter parmi nous les prêtres basques emprisonnés (cf. p. 3) et les chrétiens torturés du Brésil. Vous croyez que c'est l'obscurantisme qui nous fait adhérer à des rites caballistiques alors qu'ils expriment le mystère de l'Amour révélé en Jésus-Christ sens ultime de notre lutte quotidienne contre toute injustice.

### lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Impression: Roto technic Offset Tél.: FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson Initiative Socialiste 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6\*.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F 1 an : 50 F sous pli fermé : 6 mois : 70 F 1 an : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

### **Editorial**

### Léningrad : procès, terreur et antisémitisme

### Brejnev sur les traces de Staline

U moment où Franco menace six Basques du peloton d'exécution, où le gouvernement polonais fait donner les tanks contre des grévistes désarmés, où la militante noire Angela Davis risque d'être envoyée à la chaise électrique par un tribunal américain, les dirigeants soviétiques n'ont pas voulu être en reste. Au mépris des règles les plus élémentaires de toute justice, le tribunal de Léningrad vient de prononcer deux condamnations à mort et neuf autres à des lourdes peines de prison.

Et cela pour une tentative de détournement d'avion qui n'a pas eu, selon les autorités soviétiques ellesmêmes, le plus petit commencement d'exécution, la police ayant intercepté les « pirates » à l'aérodrome. Dans aucun pays, même le plus réactionnaire, même lorsque le détournement a été effectif, un tel délit n'a valu jusqu'ici à son auteur plus que quelque temps de

De plus, ici, rien ne prouve seulement que les accusés aient eu vraiment l'intention que les juges et la police leur ont prêtée. Le procès s'est déroulé à huis clos; aucun observateur étranger n'était admis; nous n'en connaissons donc que ce que les autorités ont bien voulu en dire ou en inventer.

D'ailleurs, dans le box des accusés, il y aurait eu des personnes qui n'ont pas été arrêtées sur l'aérodrome où devait se dérouler le prétendu enlèvement, ni même à Léningrad, mais dans d'autres villes, à quelques centaines de kilomètres de là. On peut juger ainsi du sérieux de l'accusation.

En fait, nous avons là un procès monté dans la meilleure tradition stalinienne. Tout y est. Un prétexte douteux, sinon inventé de toute pièce, un amalgame qui permet d'asseoir au banc des accusés des gens à qui on ne peut reprocher que leurs opinions, des condamnations exemplaires faites pour terroriser l'opinion. Ce n'est pas à un acte de justice que nous avons affaire, mais de police, et de la plus basse, à la hauteur du Guépéou.

Le gouvernement soviétique a certainement voulu faire de ce procès un avertissement.

Un avertissement sans doute aux pirates de l'air qui seraient tentés d'utiliser ce moyen pour fuir le pays. Deux tentatives de la sorte avaient réussi ces derniers temps. Les citoyens soviétiques doivent savoir qu'ils ne peuvent échapper à la dictature des bureaucrates du Kremlin par aucun moyen.

Un avertissement aussi à la communauté juive d'U.R.S.S., forte de trois ou quatre millions de membres, dont une forte minorité rêve de quitter le pays à cause de l'antisémitisme grandissant auquel les autorités ne s'opposent guère, quand elles ne l'encouragent pas. Dans ce milieu, les protestations et les prises de posicons hostiles à la politique du Kremlin se sont fait entendre de plus en plus fort ces derniers temps. Désormais, chaque Juif d'U.R.S.S. est averti qu'exprimer le désir de vouloir quitter le pays peut lui valoir la peine de mort.

Un avertissement enfin à tous ceux qui contestent, protestent, s'opposent sur un point ou sur un autre, à la politique des bureaucrates. Le nombre de ceux qui osent le faire ouvertement n'est peut-être pas encore très grand, mais il va grandissant. Siniavski, Daniel et d'autres ont pu être condamnés au camp de travail ou à l'asile psychiatrique, cela n'a pas empêché d'autres écrivains de prendre position pour la liberté d'expression, d'autres savants de s'engager dans la lutte pour les droits de l'homme. De toute évidence, le courant d'opposition à la dictature est aujourd'hui bien vivant en U.R.S.S., en tous cas parmi les intellectuels.

A tous ceux-là, les maîtres du Kremlin, par l'intermédiaire de leurs juges de Léningrad, viennent de rappeler qu'ils ne sont pas décidés à tolérer la contestation. Et, pour cela, qu'ils sont prêts à utiliser les pires moyens terroristes, comme à spéculer, s'il le faut, sur les pires des préjugés des couches les plus arriérées du peuple russe, tel l'antisémitisme, à l'instar des tzars ou des nazis.

Ce mépris profond des hommes et du peuple est l'une des marques distinctives des bureaucrates soviétiques. C'est lui, sans doute, qui les empêche de comprendre qu'il y a des hommes que leurs méthodes n'intimident pas mais confortent au contraire dans la volonté de se débarrasser des imbéciles, des profiteurs et des crapules qui prétendent agir au nom des intérêts de la classe ouvrière russe ou du communisme.

Staline, par l'instauration d'une des terreurs les plus impitoyables que l'histoire ait connues, avait cru, en liquidant toute une génération de révolutionnaires, assurer la paix à la bureaucratie. Ses successeurs voient renaître aujourd'hui une nouvelle opposition. Ils peuvent bien reprendre à leur compte la vieille méthode terroriste. Ce sont eux et leur régime qu'à brève ou longue échéance ils condamnent.

### sommaire

#### EN FRANCE

#### • Leur nouvelle société

- Transports en commun : le gouvernement recule, continuons la lutte.

- Quand l'Etat s'occupe des M.J.C. Une société sans classes... pour les

#### Dans les entreprises

- Enfer à Creusot-Loire.

### Page 13

Crédit Lyonnais : 3 jours de grève à la Caise générale.

### Peugeot-Sochaux : les irresponsables.

Hispano : l'élimination d'un militant gauchiste du C.H.S.

#### L'exploitation aux Galeries Lafayette.

### Page 15

Echos des entreprises.

#### Page 20

- La direction Citroën crée un C.H.S.... pour sept usines.

A l'école Citroën : l'apprentissage de l'exploitation.

#### - Renault-Flins : l'intox de la direction.

#### DANS LE MONDE

- D'Avila à Rome, c'est de Burgos qu'il s'agissait.

Dans l'attente du verdict de Burgos.

Pologne : le nouveau bonapartisme à

### - Régis Debray libéré.

#### Page 7

L'Armée Républicaine Irlandaise.

### Pages 10-11

La crise du régime franquiste.

Quand Boumédienne lutte contre la spéculation

### **DIVERS**

Courrier des lecteurs.

- En bref.

### Page 12

- Revue de la presse d'extrême-gauche.

### Pages 16-17

- Feuilleton.

### Page 18

Livres

« Sur Babeuf et la Conjuration des Egaux

### - « Bas les Cœurs ».

- Cinéma : Eldridge Cleaver, Panthère

Mots croisés

### EST décidé : Angela Davis vient d'être remise pour être jugée à l'Etat de Californie. Militante du Parti communiste américain,

Angela Davis risque la peine de mort

elle avait manifesté sa solidarité avec la lutte des Noirs du « Black Power ». C'est le seul chef d'accusation que possède le gouvernement de Californie contre elle, mais pour lui, c'est beaucoup et beaucoup trop. Pas de faits précis de reprochés, mais la justice a-t-elle besoin de cela dans un pays où l'on a condamné le couple des Rosenberg à la chaise électrique avec comme seule pièce à conviction une banale table de bois blanc.

Nous ne pouvons espérer aucune clémence de ce gouverneur de Califorles Etats d'Afrique du Sud ni la Rhonie. Souvenons-nous que ce ne sont ni désie qui ont inventé l'odieux « apartheid », mais bel et bien le Sud des Etats-Unis. Et si la ségrégation et son cortège d'iniquités et de saloperies n'existe plus, paraît-il, dans le cadre de la loi aux Etats-Unis, nous pouvons hélas être assurés que le gouverneur et ses sales sbires ont encore tous les moyens juridiques ou pseudo-juridid'Angela Davis à un lynchage légal.

Mais Reagan, le gouverneur de Caliques pour se livrer sur la personne fornie de sinistre réputation, pourra-til commettre son forfait? Les protestations qui s'élèvent de partout et en particulier des Etats-Unis, et qui doivent s'amplifier encore, peuvent l'en empêcher!



« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'infor-

### en bref... en bref... en bref...

### POUR QUE CHANTE L'AME A DELON

On connaissait d'Alain Delon les personnages de mauvais garçons qu'il a portés à l'écran.

On connaissait aussi son personnage, dans la vie courante, qui lui valu la fréquentation assidue des cabinets de juges d'instruction, pour l'affaire Mar-

Sa générosité et son patriotisme défrayent maintenant la chronique.

Il y a quelques semaines, c'était un Rembrandt de quelques dizaines de millions que Delon achetait aux enchères, pour l'offrir à « un ami ».

Aujourd'hui, c'est un manuscrit de l'appel du 18 juin 40 dont Delon vient de se rendre acquéreur pour 30 millions ; un manuscrit écrit et raturé par De Gaulle, avec, pour faire plus vrai, une faute de français.

Dans Paris-Match, Jean Cau a relaté « la fantastique aventure des tractations menées par Alain Delon pour que le précieux manuscrit ne parte pas pour l'étranger ».

Des cauneries, sur quatre pages, pas moins, où l'on nous décrit complaisamment l'émotion de Delon, ses yeux bleus, ses mâchoires crispées, et ses 30 millions; où l'on nous explique que Michel Debré, lorsqu'il apprit les tribulations de l'inestimable relique, en fut « stupéfait », « indigné », et alla tout raconter à Pompidou qui en resta « suffoqué ». On ignore encore les réactions de « Bibiche ».

Pensez donc, le propriétaire voulait vendre en secret, et seulement à un étranger!



Le même texte pour 40 centimes... sans faute d'orthographe.

(Photo L.U.)

Mais tout est bien qui finit bien. Le manuscrit a été remis au Chancelier de l'Ordre de la Libération, au cours d'une brève cérémonie dans le bureau de Michel Debré. Une autre réunion, solennelle cette fois, est prévue le 24 janvier pour la remise officielle du document, avec la participation du même Debré. Si certains ont de l'argent à perdre, d'autres ont du temps à revendre.

Nous ne savons pas, quant à nous, si Delon a quelque chose sur la conscience. Mais si c'était le cas, il mériterait qu'on lui pardonne, et plutôt deux fois qu'une.

Après le tableau qu'il avait offert à un « ami », on suppose que l'« ami », quel qu'il soit, lui en sera reconnaissant et aura à cœur de le lui prouver.

Après le cadeau qu'il offre à la

« France », ou plutôt à l'Etat français. il serait normal que celui-ci se montre également reconnaissant. Bien sûr, lorsqu'on fait un cadeau, on enlève généralement l'étiquette ou bien l'on efface le prix. Mais les usages sont peut-être différents dans le grand monde comme dans le milieu.

Toujours est-il que Delon est en droit de penser qu'on ne l'importunera plus. Il a fait ce qu'il fallait pour cela.

On se souvient de sa lettre ouverte à Pompidou, dans laquelle Delon accusait des policiers et des barbouzes de monter une machination contre lui. voire de vouloir l'assassiner. Espérons avec lui que son beau geste aura au moins pour effet de les désarmer.

Ou il y aurait de quoi désespérer de la France.



BALAYER DEVANT SA PROPRE PORTE



Quand l'hypocrisie touche au ridi-

Depuis déjà longtemps, et en vertu de la loi, il n'y a plus de « fillesmères » en France. Il n'y a plus que des « mères célibataires », et elles ont le droit au titre de « Madame ».

Elles n'en sont pas pour autant « réhabilitées ». Assez paradoxalement, la loi se montre plus libérale que l'administration, surtout quand cette administration est l'Education nationale, qui a prétendument pour rôle de lutter contre l'ignorance et d'ouvrir les

A Médréac, dans l'Ille-et-Vilaine, l'institutrice a été suspendue de ses fonctions parce qu'elle attend un enfant sans être mariée. Comble de l'immoralité, elle refuserait de prendre époux, prétextant que le mariage ne regarde que sa vie privée.

A la suite de protestations de parents d'élèves (c'est du moins le prétexte donné) et après une demande de mutation postulée par la directrice de l'école, l'Académie a donc choisi d'interdire l'enseignement à cette institutrice qui est très appréciée dans son village. Comme on peut le constater, si les étiquettes ont été changées, les préjugés, eux, sont toujours identiques à eux-mêmes.

Quant à la directrice d'école primaire qui demande la mutation, comment peut-elle être apte à diriger son établissement avec des principes humanitaires de si bas étage? De toutes façons, quand on affiche des préjugés aussi répugnants, on commence par faire le ménage chez soi avant de se mêler de la vie privée des autres.



P.T.T. : LE GOUVERNEMENT A LE CULOT MONSTRE D'AUGMENTER **ENCORE** LES TARIFS

Dès le 4 janvier, le gouvernement a décidé de faire appliquer une nouvelle hausse des tarifs des P.T.T. Et dès cette nouvelle année, les lettres affranchies auparavant à 40 centimes, devront l'être à 50, soit une augmentation de 25 %.

A la même date, la taxe moyenne des mandats de versement sera portée de 1,08 F à 2,45 F, tandis que la taxe des mandats-lettres passera de 1,37 F à 3,28 F. Cela représente une augmentation incroyable de 150 à 200 %!



Le gouvernement, qui fait vite les comptes quand ca l'arrange, prévoit de cette façon un rapport d'un milliard de francs lourds pour la seule année 1971; et encore une fois, il veut que nous soyons les cochons de payants.

Depuis deux ans, les tarifs des P.T.T. grimpent en flèche, et il n'y a pas eu la moindre amélioration des services rendus. Bien au contraire.

L'instauration de la « double vitesse » était déià un vol manifeste. Même affranchie à 40 centimes, il est de plus en plus courant qu'une lettre mette deux jours dans Paris, et on n'ose plus calculer le temps que met une lettre entre Paris et la province.

A tel point que souvent les usagers auraient bien du mal à dire s'il y a ou non une grève dans les P.T.T. La « double vitesse » devait soi-disant améliorer les choses, mais à l'usage, on constate que la lettre à 40 centimes va parfois même moins vite qu'auparavant. En fait, le système n'a servi qu'à tenter de déguiser une hausse de plus; et le résultat tangible est qu'en deux ans la tarification pour une simple lettre aura augmenté de 66 %! Pour un service soi-disant public qui se dégrade d'année en année, tant pour les usagers que pour les employés.

En fait, s'il y a effectivement une « double vitesse », c'est bien plutôt dans la course entre les tarifs et nos salaires, et seulement là. En deux ans, les salaires, eux, n'ont pas augmenté d'un tel pourcentage. Loin s'en faut.

Alors, que penser d'un gouvernement qui prend de telles mesures? Simplement que c'est un escroc de la plus belle eau.



UN PEU DE CULTURE DANS LA POLITIQUE S.V.P.



(Photo A.F.P.)

Lors de l'inauguration du nouveau centre culturel de Saint-Médard-en-Jalles, le « lyrique » et « théâtral » Chaban a exposé ses vues sur la politisation de la culture.

C'est ainsi qu'il a déclaré : « Il ne faut pas que la culture soit transformée en instrument d'action politique. A partir du moment où la culture est ainsi dévoyée, on entre dans l'ignoble » (sic).

Cette phrase historique a valu au Premier ministre l'honneur de passer plusieurs fois à la télévision. Au cas où les Français auraient eu le crâne

Il faut dire qu'elle était bien démonstrative de son propos, ou plutôt de son contraire : à voir l'arrogance et la fatuité du petit marquis bordelais parlant de la culture, on pense que lorsque la politique se mêle de la culture, on entre, en effet, dans l'ignoble.

# Les hésitations témoignent de la crise du régime

BURGOS, l'attente se prolonge. Et plus elle se prolonge, plus évidentes apparaissent les hésitations de
Franco et de sa clique. Il
faut croire que les manifestations de soutien au régime, télécommandées dans toutes les
grandes villes d'Espagne, n'ont
pas suffi à donner au Caudillo
l'assurance et la force qui lui
manquaient.

Le procès de Burgos, une

affaire toute simple au début pour le gouvernement de Madrid, est devenu au fil des jours un problème si compliqué, si dangereux, qu'il peut être considéré aujour-d'hui comme la pierre d'achoppement du régime.

Les grands mouvement de solidarité qui ont eu lieu hors d'Espagne dans la plupart des pays d'Europe, l'enlèvement puis la libération du consul allemand de San Sebastian, l'activité discrète des gouvernements étrangers ont été autant de moyens de pression sur le gouvernement franquiste. Mais incontestablement, c'est en Espagne même, en Espagne surtout, que se trouve la cause de tous les atermoiements du pouvoir. La vague de mouvements populaires contre la dictature, la division bientôt apparue au sein même des instances dirigeantes du pays, ont révélé à la fois

l'usure et la faiblesse d'un régime pourtant super autoritaire.

Quel q e soit le verdict qui sera prononcé à Burgos, le régime franquiste sortira de l'épreuve profondément ébranlé. La relève du franquisme s'avère nécessaire plus que jamais, à court ou moyen terme, pour les classes dirigeantes espagnoles.

Comment pourra-t-elle s'effectuer et quelle sera l'issue de la

crise qui secoue aujourd'hui tout l'édifice politique espagnol ? Cela dépend de bien des facteurs, mais une chose est certaine : la bourgeoisie espagnole ne peut plus manœuvrer à sa guise. Elle sera obligée de tenir compte du mouvement populaire qui vient de s'affirmer et qui rend caduques toutes les solutions « possibles » qu'elle avait échafaudées pour la succession de Franco. C'est ainsi qu'une transformation au sommet, en « douceur », et avec les apparences formelles d'une libéralisation, ne pourrait être que transitoire et ne constituerait qu'une pause dans la situation de crise actuelle.

Les revendications des masses populaires qui se sont déjà exprimées ces dernières années et qui ne manqueraient pas de se manifester encore plus clairement en pareil cas, se heurteraient inéluctablement à la résistance de la bourgeoisie espagnole trop pauvre, paradoxalement, pour satisfaire les besoins grandissants des masses dans un pays encore sous-développé par bien des aspects. Est-ce à dire que la seule issue, tôt ou tard, sera dans un durcissement, une militarisation du régime et un renforcement de la dictature ? Non, bien sû, car la solution que la bourgeoisie espagnole essaiera d'imposer au pays, si même elle est capable d'imposer quoi que ce soit, dépendra en fin de compte du rapport des forces entre la classe ouvrière et elle-même. Et la classe ouvrière espagnole a montré, durant ces dernières années, et plus précisément encore durant ces derniers jours, qu'elle ne se laisserait plus museler et qu'elle revendiquait non seulement les droits les plus élémentaires mais encore une place, sa place, dans la conduite de la société. C'est en tout cas en elle et en elle seule que nous plaçons notre confiance et nos

Colette BERNARD.

### D'AVILA A ROME :

### C'est de Burgos qu'il s'agissait

A messe de minuit retransmise en Eurovision devait être celle célébrée dans la cathédrale d'Avila, en Espagne. Mais quelques jours avant, on aprenait que ce serait celle de la chapelle Sixtine à Rome.

De là à penser que ce geste était une manifestation de réprobation vis-à-vis du régime franquiste, il n'y avait qu'un pas. Et nombreux furent les journalistes qui le franchirent.

Une punition? A mieux y regarder, la chose n'est pas si simple. Ce n'est pas pour rien que c'est du giron de la Sainte Eglise Catholique que sont sortis les jésuites.

En fait, la mascarade de Burgos, avec son infâme et révoltante caricature de justice, a trop ému la population européenne pour qu'à l'occasion de la célébration de cette messe de minuit en Espagne, les pensées de millions de téléspectateurs ne soient pas allées en premier à tous ceux qui pourrissent dans les geôles franquistes, à tous ceux qui y sont insultés matraqués et torturés, et surtout,

aux six Basques pour lesquels la peine de mort avait été requise par des assassins chamarres.

Entre la cruelle vérité et les phrases de paix et d'amour du prêtre officiant, la discordance aurait fail mal. L'hypocrisie et l'injustice eussent été trop criantes. Six hommes attendent dans leurs cellules le verdict des juges, alors que sur les écrans, aux premiers rangs de l'assistance, ces têtes lugubres d'officiels et de notabilités, toute cette racaille qui, quelques heures plus tôt, saluaient Franco à la fasciste!

Non, le régime franquiste n'avait nul intérêt, en cette nuit de Noël, à quelques jours du verdict des juges, à être le point de mire de millions de téléspectateurs et à attiser leur colère contre ce régime honni et abhorré.

Et c'est cela que le Vatican et les offices de télévision ont voulu éviter au régime franquiste dans leur solidarité d'oppresseurs avec lui.

Jacques LAFFONT.



Au Pays basque espagnol, contrôles d'identité, perquisitions, arrestations se multiplient. (Photo U.P.I.)

### LE F. N. L. A DIX ANS

EPUIS plus de trente ans, le peuple vietnamien lutte pour son indépendance, sa dignité. Depuis plus de trente ans, des centaines de milliers d'hommes et de femmes ont donné et donnent leur vie pour l'indépendance politique de leur pays.

Contre les impérialistes japonais, puis français et aujourd'hui américains, tout un peuple s'est dressé affirmant par son courage qu'il préférait mourir plutôt que de vivre à genoux. Et cette volonté de lutte des masses vietnamiennes est exprimée autant qu'impulsée par le Front National de Libération, successeur du Viet Minh, qui en cette fin d'année vient d'avoir dix ans.

C'est en 1959 que Ngo Dinh Diem décrète la reprise des terres que le Viet Minh avait distribuées au Sud Vietnam avant 1954, c'està-dire avant les accords de Genève qui donnèrent l'indépendance au Nord Vietnam et maintinrent le Sud sous la coupe des impérialistes. Ce coup de force contre la paysannerie provoqua sa révolte. C'est en s'appuyant sur cette révolte que naquit le F.N.L.

Mais le F.N.L. ne fait pas qu'exprimer le combat des paysans maquisards; il lui donne aussi un cadre politique précis qui marque sa propre nature et les limites de l'Etat qu'il pourra constituer, la paix revenue.

Sur ce point, le programme du Front est clair. Il propose « l'union de toutes les classes de la population, de tous les partis, de toutes les religions, pour la reconquête des droits nationale ». Le F.N.L. veut donc, comme tout mouvement nationaliste, être le porte-parole non du prolétariat, mais de toutes les classes de la société vietnamienne.

Sur le plan économique, ses objectifs se situent dans une perspective identique. Il entend dit-il édifier une économie indépendante et souveraine... restaurer et développer l'économie pour rendre le pays prospère ». « Réaliser la liberté d'entreprise profitable à la nation et au peuple, appliquer une politique douanière propre à encourager et à protéger la production nationale ».

Et dans cette optique « l'Etat encouragera la bourgeoisie industrielle et commerçante à contribuer au développement de l'industrie, de la petite industrie et de l'artisanat ».

Les objectifs préconisés par le F.N.L. au Sud Vietnam ne dépassent donc pas les limites des réformes démocratiques bourgeoises. Et malgré cela certains voient en lui le garant d'un avenir socialiste, alors que ce mouvement définissant lui-même ses buts déclare ne lutter que pour l'indépendance, l'affranchissement de toute domination étrangère et de tous les vestiges intérieurs du féodalisme. Mais cela n'est rien d'autre que réaliser des réformes nécessaires à un déve-

loppement sur une base capita-

liste.
Certes, dans leur lutte pour l'indépendance, il est évident que les combattants du Front ont droit au soutien total de tous les révolutionnaires, mais point n'est besoin, pour soutenir ce peuple dans sa lutte contre l'impérialisme U.S., de qualifier le F.N.L. de mouvement socialiste, ou encore, « d'avant-garde de la révolution socialiste », titre qu'il ne revendique pas, ni même ne mérite.

Et ceux qui croient mieux aider le peuple vietnamien en cachant la véritable nature du Front se trompent lourdement. Au contraire les révolutionnaires ne doivent créer aucune illusion sur la nature du F.N.L., ne serait-ce que par respect vis-à-vis d'un peuple qui, par son courage, fait l'admiration du monde entier et qui mérite bien plus que le cadre nationaliste étroit dans lequel ses leaders actuels veulent enserrer son combat.

Georges LATTIER.

### LE NOUVEAU BONAPARTISME A L'ŒUVRE

UIVANT un schéma désormais classique, la « normalisation » succède à la répression en Pologne. Les héritiers de Gomulka s'installent dans l'héritage et se partagent le butin. Après l'ancien premier secrétaire, son premier ministre et le chef de l'Etat sombrent dans l'anonymat politique.

La nouvelle équipe, dont le chef de file s'est permis au moment de son intronisation quelques critiques voilées à l'encontre de ses prédécesseurs, en parlant de leurs « conceptions irréfléchies en matière d'économie politique » et de leur incapacité de maintenir le « contact avec les travailleurs » ont commencé à rétablir lesdits contacts... en poursuivant la politique qui a déclenché la révolte de Gdansk et de Szczecin. Le gouvernement ne reviendra pas sur les hausses de prix des produits alimentaires et sur le choix d'une politique déli-

bérée de sélection par l'argent qu'elles impliquent.

Il promet seulement, cela ne coûte rien, que ces prix seront maintenant bloqués pour deux ans. Il n'accorde pas les augmentations de salaires revendiquées pour compenser les hausses, tout au plus parle-t-il de réexaminer le problème entreprise par entreprise, de manière à pouvoir lâcher éventuellement du lest dans les endroits les plus critiques. Il pousse, par contre, l'outrecuidance jusqu'à faire un geste de charité dédaigneux en promettant la distribution de quelques millions de zlotys « aux plus défavorisés ». Mais en tout état de cause, le nouveau premier ministre a inauguré sa nouvelle fonction en déclarant qu'il ne faut pas que les travailleurs escomptent jusqu'en 1972 une amélioration de leur niveau de vie sérieusement atteint par les hausses.



Les travailleurs veulent du pain, on leur donne de la mitraille.

(Photo U.P.I.)

### La nouvelle équipe : aussi anti-ouvrière que la précédente

Ces mesures de « continuité » ne surprendront que ceux qui pensaient que l'éviction de Gomulka était le fait d'une tendance plus souple, reprochant à l'ancien secrétaire les mesures intempestives qui ont déclenché la révolte et mettant précisément à profit celle-ci pour l'évincer.

L'attitude de Gierek, de Jaroszewicz et autres Moczar depuis leur accession au sommet est éloquente à cet égard. De toute évidence, la nouvelle équipe n'est pas arrivée au pouvoir pour faire cesser les mesures antiouvrières, mais pour les continuer. D'autant plus que, comme nous l'avions écrit la semaine dernière, ils en sont certainement les véritables inspirateurs. Gomulka n'a pas été évincé pour avoir pris ces mesures, il a dû en endosser la responsabilité politique même s'il ne les approuvait pas parce qu'il était déjà virtuellement évincé.

En tout état de cause, c'est bien mal connaître la nature de ce régime que de penser qu'il soit si sensible à l'opinion de la classe ouvrière, même quand cette opinion s'exprime dans la rue. La révolte ouvrière était l'occasion du changement de la direction politique, et non pas la cause.

### 1956 : naissance du « gomulkisme »

Le « gomulkisme » était en fait mort depuis longtemps déjà, il suffisait d'évincer Gomulka. Car le « gomulkisme » était avant tout un certain èquilibre bonapartiste entre des forces contradictoires.

En 1956, Gomulka, auréolé de son passé d'opposant et de victime de la répression stalinienne, était porté au pouvoir par une mobilisation populaire comme le symbole d'une politique plus libérale à l'intérieur et plus indépendante à l'égard de l'Union Soviétique. Jouant la menace d'une révolution populaire contre le Kremlin, et la menace d'une intervention russe contre les masses, la fraction Gomulka réussit à éliminer des sphères dirigeantes les hommes qui représentaient une politique d'alignement to-

tal sur l'U.R.S.S., en particulier le maréchal Rokossowsky.

Gomulka est devenu le représentant et le symbole d'un nouvel équilibre entre masses et la bureaucratie soviétique. Cet équilibre reposait, à l'intérieur, sur une duperie, suscitée par l'image de marque « libérale » et « près du petit peuple » de Gomulka. Sur le plan des rapports entre les couches dirigeantes polonaises et la bureaucratie russe, sa politique signifiait certes une plus grande indépendance à l'égard de Moscou, mais d'un autre côté il était aussi le seul homme qui pouvait, après 1956, maintenir la Pologne dans l'orbite soviétique sans que les maîtres du Kremlin aient à recourir à la force violente.

### Une équilibre fragile...

Tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, l'équilibre sur lequel reposait sa politique était fragile. Le crédit qu'il avait aux yeux de la couche dirigeante et aux yeux de la bureaucratie russe, et qui le rendait indispensable, s'en allait au fil des épreuves qu'il eut à affronter.

Sur le plan intérieur, la stabilité du régime exigeait qu'il s'en prit à ceux qui l'avaient porté au pouvoir. Il commença sa carrière de premier secrétaire en profitant de sa réputation de libéral pour reprendre peu à peu ce que le peuple crut avoir conquis au cours de l'Octobre polonais, dont il passait aux yeux du peuple pour le

garant. Il vidait les conseils ouvriers de tout contenu. Puis il s'en prit à la liberté d'expression. En 1968, il a couvert de son autorité la répression contre la fermentation en milieu étudiant, contre ces étudiants qui furent naguère les principaux artisans de son accession au pouvoir. Sciant une à une les branches sur lesquelles il était assis, perdant son crédit devant les masses, Gomulka affaiblit un des piliers de son équilibre politique. Son pouvoir reposait de plus en plus sur les corps de répression, mais il s'en suivit qu'il était de plus en plus à la merci de cet instrument et des hommes qui le maniaient, en particulier le ministre de l'Intérieur, le réactionnaire nationaliste Moczar.

### ... qui s'est progressivement rompu

L'équilibre qu'il représentait sur le plan extérieur s'est trouvé de son côté progressivement dépassé. D'un côté, avec la démobilisation des masses, il a perdu le contrepoids qui lui donnait naguère une plus grande indépendance à l'égard de Moscou. Au Gomulka, champion de l'indépendance nationale, succédait le Gomulka ami fidèle et orthodoxe des Russes. Mais d'un autre côté, au sein de la direction politique, le premier secrétaire, naguère arbitre entre le groupe des « natoliens » pro-russes et le groupe des « partisans » nationalistes, en participant à l'élimination des premiers, a renforcé les seconds.

Avec l'ascension du général Moczar, dont les derniers changements sont une étape, le régime s'est orienté vers un nouvel équilibre, caractérisé par un plus grand nationalisme vers l'extérieur et une politique plus dure à l'intérieur.

Dans cette évolution, le « gomulkisme » a été peu a peu englouti. Il n'en reste plus rien depuis longtemps. Gomulka devait céder la place à d'autres hommes, représentant un autre équilibre. La révolte des ouvriers des côtes baltiques en a été l'occasion.

Georges KALDY.

### RÉGIS DEBRAY LIBÉRÉ

U bout de 3 ans et 8 mois de détention dans les conditions inhumaines qui sont celles des centaines de prisonniers politiques boliviens, Régis Debray a étélibéré

Nous ne pouvons que nous féliciter de ce que le gouvernement du général Torrès ait finalement donné satisfaction à tous ceux qui réclamaient cette libération, depuis le jour où Régis Debray fut arrêté quelque part dans le maquis bolivien, torturé, puis condamné à 30 ans de prison.

Mais combien de guerilleros pourrissent encore dans les geôles boliviennes? Combien sont morts, tués dans le maquis, torturés à mort, exécutés sommairement dans les prisons? La libération de Régis Debray ne leur rendra pas la vie, ni à eux, ni à l'ancien chef de la guerrilla bolivienne, Che Guevara. Et où en est la fameuse mesure d'amnistie générale à l'égard de tous les emprisonnés politiques, dont Torrès s'est déclaré partisan depuis qu'il est au pouvoir, sans jamais prendre la décision de l'appliquer? Ce qui fait que sous le régime du général « de gauche » Torrès, des centaines d'opposants aux régimes antérieurs continuent à souffrir dans les prisons.

La libération de Régis Debray n'est en rien le signe que quelque chose a changé en Bolivie depuis la venue de Torrès au pouvoir. Car si, jusqu'alors, les militaires s'étaient opposés de façon aussi catégorique à la libération de Régis Debray, c'est qu'ils n'avaient pas reçu, de la part du gouvernement Torrès, suffisamment de garanties. Apparemment aujourd'hui, c'est chose faite et Torrès a pu, sans encourir les foudres des officiers boliviens, accomplir un geste en faveur des guerrilleros, geste, il faut le dire cepen-

dant, bien timide, puisqu'il ne concerne que 5 ou 6 détenus, et sans grande

Sa libération, le peuple bolivien ne peut l'attendre du général Torrès, ni de quelque mesure d'amnistie qu'il pourrait encore prendre. Il ne peut pas plus l'attendre d'intellectuels si dévoués soient-ils comme Régis Debray qui tournent le dos au prolétariat et au socialisme révolutionnaire. Sa libération, le peuple bolivien, comme les autres peuples, ne l'obtiendra que le jour où la classe ouvrière se mettra en branle pour balayer tous les généraux, qu'ils soient de « droite » ou « de gauche », que la dictature qu'ils exercent soit complaisamment étalée au grand jour, ou qu'ils tentent de la camoufler par des gestes de clémence comme celui que vient d'accomplir Torrès.

Catherine LORAINE.



Le général Torrès a accordé la libération de Régis Debray, mais le peuple bolivien doit encore conquérir la sienne.

(Photo U.P.I.)

### L'ARMÉE RÉPUBLICAINE IRLANDAISE: GRANDEUR ET DÉCADENCE

LA mi-décembre, le Premier ministre d'Irlande du Sud, M. Lynch, décidait de décréter l'état d'urgence dans son pays. Officiellement, il s'agissait de réagir contre un « complot » visant à enlever des diplomates étrangers, notamment britanniques. Mais tous les observateurs ont souligné que la décision de Lynch visait avant tout à agir contre les militants dits « extrémistes », c'est-à-dire principalement ceux de l'« Armée Républicaine Irlandaise » et d'un petit groupe, le « Saor Eire » (« Pour l'Irlande »).

L'« Armée Républicaine Irlandaise » (I.R.A.), aujourd'hui menacée par le gouvernement de Dubin, fut, il y a cinquante ans, l'élément le plus dynamique de la lutte des Irlandais pour leur indépendance. Et ce sont de ses rangs que sortirent ceux qui ont forgé l'Etat d'Irlande du Sud, état républicain certes, mais aussi état où le clergé et la réaction jouent un rôle de premier plan. Car l'Etat libre d'Irlande du Sud, pour s'être « libéré » — dans une certaine mesure — de la domination britannique, n'en est pas pour autant un Etat démocratique, même au sens où l'on peut parler de démocratie bourgeoise.

Outre l'existence d'un clergé catholique omnipotent, qui a la haute main sur l'éducation, l'information, le contrôle de la main-d'œuvre, et pratiquement tous les domaines de la vie sociale, l'Irlande a le privilège d'être l'un des rares pays d'Europe occidentale où une censure féroce existe de façon permanente. Les écrivains irlandais J. Joyce, B. Shaw, O'Casey et O'Flaherty y sont interdits, de même que Sartre, Hemingway, Malraux ou Anatole France.

C'est d'ailleurs pourquoi, dans un pays où les opposants au régime vont souvent purger leur peine dans des camps de concentration, la décision du Premier ministre de décréter l'état d'urgence n'a rien d'exceptionnel.

Elle est sans doute due à la volonté du pouvoir de juguler les groupes républicains clandestins, dont l'action en faveur des catholiques d'Irlande du Nord (notamment les livraisons d'armes) semble avoir la sympathie de la population, mais mécontente fortement le gouvernement anglais avec lequel Dublin entretient les meilleurs rapports.

Mais si le fait qu'un ministre du gouvernement Lynch, Boland, ait lui-même été compromis dans ce trafic d'armes semble prouver la vivacité des sentiments nationalistes, y compris au sein de certains secteurs de la bourgeoisie irlandaise, toute l'histoire de l'Irlande du Sud prouve amplement qu'un mouvement qui se limite à l'obtention de l'indépendance, sans jamais définir le caractère de classe de l'Etat qu'on veut créer, aboutit fatalement à faire retomber les opprimés sous une nouvelle forme d'oppression.

#### La création de l'I.R.A.

U lendemain de la première guerre mondiale, le sentiment national irlandais est plus vivace que jamais. L'écrasement de l'insurrection de Dublin en 1916 et la sauvage répression qui s'en est suivie n'ont fait que renforcer la haine des Irlandais pour la domination britannique. Aussi en 1919, les nationalistes irlandais proclament la République d'Irlande et forment un gouvernement. Tout n'est pas réglé pour autant : les membres de ce gouvernement sont en effet en prison, à l'exception de quelquesuns, alors que l'administration britannique est toujours en place. Les deux membres du « gouvernement » qui ont le privilège d'être en liberté, Michael Collins et Cathal Brugha, décident donc de créer l'Irish Republican Army, détachement armé du mouvement nationaliste Sinn Fein (« Nousmêmes »), qui aura pour rôle de mener à la victoire les nationalistes irlandais.

Lorsque l'I.R.A. surgit, l'action terroriste et la résistance armée aux forces britanniques est déjà une tradition ancrée chez les nationalistes irlandais. Très tôt, elle s'illustre par des attaques de bâtiments publics, de casernes, de postes de police. Pour la seule année 1920, on dénombrera 176 policiers et 54 soldats tués au cours d'attentats.

Bientôt l'administration britannique, devenue impuissante face à la résolution des Irlandais, doit abandonner la place, et le traité du 6 décembre 1921 accorde à l'Irlande du Sud le statut de dominion. (Le nord de l'île, l'Ulster, où les habitants d'origine anglaise sont nombreux, avait choisi, l'année précédente, le rattachement à l'Angleterre).

Mais le traité n'accordait ni l'unité nationale, ni l'indépendance que revendiquaient les nationalistes irlandais; du moins les plus radicaux d'entre eux.

Aussi l'I.R.A. s'empare en avril 1922 du Palais de Justice de Dublin dont elle fait son quartier général. Mais la population elle-même se trouve profondément divisée quant à l'attitude à adopter face au gouvernement. Le coup de force des combattants de l'I.R.A. sera le départ d'une guerre civile très meurtrière entre partisans du gouvernement et républicains. Un



Des manifestants irlandais, face à face avec des soldats anglais, réclament l'indépendance.

(Photo Viollet.)

an plus tard, De Valera, leader de l'opposition, est contraint de signer une trêve, sans avoir rien obtenu. De nombreux soldats de l'I.R.A. ne s'avouent cependant pas vaincus, et ils continueront des années encore après à se manifester par des attentats à la bombe. Combats d'arrièregarde que les dirigeants politiques du mouvement nationaliste ne soutiendront plus.

### De Valera au pouvoir

En 1927, De Valera décide de sortir de l'illégalité: il quitte le mouvement Sinn Fein et fonde le Fianna Fail (« Soldats de la destinée »), parti très modéré qui se limitera à la lutte parlementaire et qui est aujourd'hui celui de Lynch.

Les masses populaires, lassées de l'action violente qui leur a coûté de nombreuses victimes et ne leur a rien rapporté, font confiance à De Valera. Celui-ci est par ailleurs soutenu par la bourgeoisie qui voit en lui le seul homme capable d'obtenir davantage de concessions de la part de l'Angleterre tout en jouissant d'une grande popularité dans la population. C'est

ainsi que De Valera devient en 1932 chef du gouvernement. Il obtiendra en effet petit à petit de l'Angleterre une autonomie constitutionnelle. De Valera, porté au pouvoir par la bourgeoisie modérée d'Irlande du Sud, et grâce à la bienveillante neutralité de Londres, n'écoutera plus désormais la voix de ses anciens compagnons de route. L'I.R.A., qui rappelle par ses attentats continuels que bien des problèmes n'étaient pas réglés — à commencer par celui de l'instauration d'une République irlandaise regroupant le Nord et le Sud — devient un opposant un peu trop gênant. De Valera l'interdit en 1939.

L'I.R.A. aujourd'hui

Depuis, le mouvement républicain irlandais, dépourvu de l'assise de masse, pourchassé par De Valera et ses amis, c'est-à-dire ceux-là même qui, issus de ses rangs, voulaient se contenter d'une indépendance sous la férule de la Grande-Bretagne est resté cantonné à des actions minoritaires.

Sans idéologie précise, sans buts clairement définis, les militants de l'I.R.A. ne se sont plus guère retrouvés après la deuxième guerre mondiale, que sur la base du terrorisme individuel, ce qui leur valut de nouvelles mises hors la loi.

A partir de 1963, l'I.R.A., sous l'influence du mouvement de masses qui se développe dans le Nord, décide de se tourner vers d'autres formes d'activités et ses militants s'introduisent dans les comités de locataires et participent au mouvement pour les droits civiques. Et ce sont souvent eux qui, pendant les chaudes journées de l'été 1968 et de l'été 1969, aideront activement à l'auto-défense dans les quartiers catholiques de Bogside et de Falles Road.

Aujourd'hui l'I.R.A. se divise en deux tendances : une qui insiste sur le renforcement de la lutte armée et la considère comme la seule forme de lutte « noble ». Elle maintient fermement les principes d'abstentionnisme à chaque élection, et se donne uniquement pour but la lutte pour l'unité de l'Irlande.

L'autre se proclame « socialiste et révolutionnaire », visiblement sous l'influence des différents mouvements gauchistes d'Irlande du Nord. Mais ce socialisme se rapproche sans doute plus du socialisme humanitaire et sentimental que préconise par exemple Bernadette Devlin que d'une doctrine prolétarienne de combat.

Quoi qu'il en soit l'I.R.A., en tant qu'organisation purement nationaliste, n'a sans doute plus grand avenir au Sud comme au Nord de l'Irlande. C'est ce qui explique à la fois sa quasi-disparition et la crise qu'elle traverse.

Hélène DURY.

### TRANSPORTS EN COMMUN

# Le gouvernement recule continuons la lutte

HAQUE année, à pareille époque, le gouvernement annonce un nouveau train de hausse des tarifs publics, et cette fois, encore, il n'y a pas manqué: S.N.C.F. (grandes lignes), gaz, électricité, tarifs postaux, redevance de télévision, journées d'hôpitaux, vont voir, début janvier, leurs prix augmenter de 3 à 20 %, selon les cas.

Mais il semble bien, cependant, d'après les informations officieuses publiées par la grande presse, que le gouvernement, s'il n'a/pas définitivement renoncé à son projet d'augmentation des transports en commun de la région parisienne (R.A.T.P. et S.N. C.F. banlieue), ait décidé de repousser celle-ci à une date ultérieure. Cette augmentation n'interviendrait pas, en effet, avant février, voire même avant les prochaines élections municipales.

Il ne s'agit, certes, pour le moment, dans l'esprit de nos gouvernants, que d'un ajournement. Mais cet ajournement est déjà un succès. Et c'est la deuxième fois en un an que le gouvernement recule sur ce terrain-là.

L'hiver dernier, en effet, le gouvernement avait annoncé une nouvelle hausse des tarifs des transports en commun pour juillet 1970. Mais il, n'a pas osé, en juillet, perpetrer son mauvais coup. Et, aujourd'hui, il préfère de nouveau se donner des délais supplémentaires.

Ce n'est évidemment pas à la bonté de ros gouvernants, ou à leur « sens social », que nous devons cette décision. C'est à leur peur. A leur peur devant la colère et l'indignation grandissante des usagers, et devant la manière dont cette colère et cette indignation pourraient se manifester devant une nouvelle provocation gouvernementale.

Les transports en commun de la région parisienne, qui n'ont pratiquement pas été développés depuis plus de trente ans, sont scandaleusement insuffisants, scandaleusement inconfortables, et scandaleusement trop chers.

Le gouvernement sait fort bien à quel point les conditions de transport des travailleurs parisiens sont déplorables. Il le sait d'ailleurs si bien, qu'à chaque fois qu'un train de banlieue arrive avec un retard notable à la gare du Nord, ou ailleurs (et cela est malheureusement de plus en plus fréquent), il dépêche sur place ses gendagmes et ses CRS, afin d'empêcher toute explosion de mécontentement.

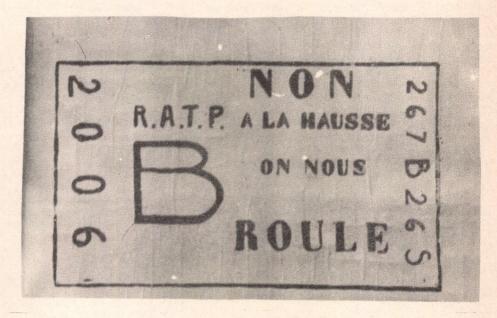
Mais c'est tout ce qu'il sait faire! Le gouvernement sait aussi que l'efficacité des matraques policières est limitée. Et s'il recule une nouvelle fois, c'est parce qu'il a peur d'affronter la colère de millions d'usagers.

Jusqu'à une date récente, cette colère était restée diffuse. Mais depuis quelques mois, elle a trouvé des canaux pour se manifester.

En janvier dernier, un certain nombre de groupes, et en particulier le Parti Socialiste Unifié et Lutte Ouvrière, avaient lancé une campagne contre la hausse des transports en commun, et cette campagne avait partout rencontré la sympathie et l'appui des usagers.

Depuis, dans de nombreuses localités et divers quartiers, se sont créés des Comités d'Usagers, se donnant pour but d'organiser les usagers, d'exprimer leur mécontentement, de recueillir leurs revendications, et d'entreprendre la lutte pour l'amélioration des conditions de transports dans la région parisienne.

Depuis, également, les principales organisations syndicales ouvrières, et en particulier la C.G.T. et la C.F.D.T., et un certain nombre de partis politiques, comme le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste, ont également décidé d'entrer en lutte sur ce



(Photo L.O.)

terrain-là. Et la manifestation qui, le 18 novembre, a regroupé des dizaines de milliers d'usagers, des Halles à l'Opéra, a été une première conséquence de cette prise de position.

Et c'est parce que le gouvernement connaît le profond mécontentement des usagers des transports en commun, et qu'il sait aussi qu'il existe des cadres à travers lesquels ce mécontentement peut s'exprimer, qu'il hésite une nouvelle fois à affronter celui-ci.

Usagers des transports en commun, ce recul du gouvernement est une nouvelle preuve de la force que nous représentons, un nouvel encouragement à poursuivre notre action jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Contre toute nouvelle hausse des transports en commun.

Pour le tarif unique train-métro-bus pour toute la région parisienne, et pour la carte hebdomadaire payée par les employeurs.

Pour l'amélioration prioritaire du réseau bus de banlieue, accompagnée de la mise en chantier immédiate de l'extension du réseau ferré.

Pour l'amélioration des conditions de transports (et en particulier pour que la place assise soit la règle, et non pas l'exception).

Dans vos entreprises, appuyez toutes les initiatives des organisations syndicales concernant la lutte pour l'amélioration des transports en commun.

Dans vos localités, rejoignez les Comités d'Usagers.

LA HAUSSE NE DOIT PAS PASSER, NI EN FEVRIER, NI EN MARS, NI PLUS TARD.

CELA NE DEPEND QUE DE NOUS!

### Enfer à l'usine Creusot-Loire

ROIS immenses fours électriques, dont deux ont une capacité de 100 tonnes et un de 60 tonnes, transforment la ferraille en acier fin dans les usines du Breuil, au Creusot. Ces fours basculants crachent toutes les trois ou quatre heures des coulées d'acier en fusion. Depuis douze ans, ils remplacent des fours Martin dans d'immenses hangars datant de la guerre de 14. Aussi, trouve-t-on pêlemêle, des installations électriques, des rails scellés, de vieilles allées défoncées creusées de gauche à droite, des objets en tout genre, qui encombrent l'atelier.

C'est dans cette totale anarchie que, lundi 21 décembre, eurent lieu des explosions qui brûlèrent très grièvement trois de nos camarades.

Au poste de 4 h-12 h, vers 5 h 30, une explosion terrible secoua tout l'atelier, suivie aussitôt d'une deuxième, d'une troisième explosion... Il y en eut douze au total Tout l'atelier est envahi par la pous sière que soufflent les explosions, on n'y voit plus à trente centimètres, tant elle est épaisse. On a l'impression d'être en enfer. Des pierres, de la ferraille, des gouttes d'acier en fusion, grosses comme le

pouce volent dans tous les sen. Parmi nous, c'est la panique, tout le monde court et tente de s'échapper. Certains se réfugient derrière des caisses, tandis que les plus chanceux arrivent à s'enfuir dehors, le plus loin possible des bâtiments, convaincus que ceux-ci vont être soufflés d'une seconde à l'autre. Inquiets sur le sort de nos camarades des fours, certains d'entre nous pénètrent à nouveau dans l'atelier, tandis que les explosions se font de plus en plus espacées, puis s'arrêtent. La crasse se dissipant, c'est un véritable champ de bataille qui s'offre à nos yeux : les casques de sécurité, les pelles abandonnées, tout jonche le sol. Un de nos camarades, la veste trouée par l'acier liquide tente d'arracher l'acier qui s'incruste dans son cou, dans son dos, tandis qu'un autre brûlé aux pieds exécute la même opération. D'autres vont à l'infirmerie pour faire soigner leurs hématomes et leurs blessures superficielles dues aux jets de pierres.

Que s'est-il passé?

Le four n° 2 à crevé, c'est-à-dire que le fond, à proximité des parois latérales, s'est percé, l'acier est sorti crevant les tuyauteries d'eau de refroidissement, l'eau sous pression a alors pénétré dans le four produisant un mélange détonant, suivi de jets de vapeur, ce qui projetait du métal en fusion dans tous les sens.

Bilan : beaucoup plus de peur que de mal, mais la journée n'était pas terminée. Car le soir-même, au poste de 12 h-20 h, à 19 h, au moment où nos camarades insufflent de l'oxygène dans le four n° 3 (60 tonnes), juste avant le chargement. c'est-à-dire à un moment où beaucoup d'entre nous sont autour du four, la voûte qui sert de couvercle s'est effondrée comme un château de cartes à l'intérieur de la coulée, projetant des tonnes d'acier en fusion à plus de cinq mètres de hauteur. Tous nos camarades s'enfuirent, mais cette fois-ci trois ne purent le faire à temps. L'un d'eux, grièvement brûlé à la jambe, courut mais culbuta sur un tas de ferraille et s'arracha littéralement la rotule. Un autre, brûlé à 30 %, reçut de l'acier sur tout le corps. Quant au troisième, ce fut atroce : totaletement brûlé, et déformé, il va s'écrouler une dizaine de mètres plus loin. Lorsqu'on vint près de lui, il n'était plus qu'un amas de chair calcinée. Seuls ses yeux montraient

qu'il vivait encore. Mêmes les parties métalliques de ses chaussures de sécurité étaient fondues. De ses vêtements il ne restait qu'un bout de ceinture de cuir. Ses mains étaient complètement calcinées. Ne sachant comment le prendre, il fut entouré d'une couverture d'amiante et amené ainsi que nos deux camarades, aux grands brûlés, à Lyon.

La voûte du four s'est effondrée, elle était usée et un de nos camarades l'avait déjà signalé.

Le lundi 21 décembre, c'était l'enfer aux fours du Breuil; mais c'est des dizaines de fois, déjà, que les fours ont explosé, que les voûtes se sont effondrées. Et ces accidents sont d'autant plus fréquents que depuis que nous sommes en marche continue les fours sont beaucoup moins entretenus... histoire de ne pas perdre de temps de production. La maîtrise et la direction ont osé invoquer la fatalité. Sans trop insister!

Oui, c'est la fatalité... celle des exploiteurs, celle de la négligence du patronat, de leur mépris pour la vie humaine. Dans l'atelier c'était la consternation générale, certains pleuraient, trop abattus même pour réagir.

Correspondant L.O.

### Quand l'État s'occupe des Maisons des Jeunes et de la Culture

Nous avons reçu du Comité de Soutien de la Maison des Jeunes et de la Culture du 18° (« Jehan Rictus ») une longue lettre que nous publions in extenso, car elle montre bien comment l'Etat entend s'occuper de la jeunesse, malgré les belles déclarations de Pompidou. L'attaque contre les maisons de jeunes jugées trop indépendantes ou trop politisées s'est menée sans désemparer depuis de longues années, et en particulier depuis mai

68, mais elle s'est heurtée un peu partout à de vives résistances. Nous nous assosions bien entendu à la protestation du Comité de défense de la M.J.C. « Jehan Rictus », et cela d'autant plus que depuis la rédaction de cette lettre, le Conseil de Paris a décidé, le 22 décembre, de fermer la maison des jeunes « Jehan Rictus » et de retirer, par la même occasion, à la M.J.C. « Maurice Ravel » la gestion de ses locaux.

Vous n'êtes pas sans connaître les problèmes que rencontrent les Maisons de Jeunes et de la Culture depuis 1968. La Maison des Jeunes du 18° arrondissement, à l'occasion du renouvellement de la Convention, la liant à la Ville de Paris, a jugé inacceptables les nouvelles conditions qui lui sont faites. Celles-ci sont en contradiction totale avec les statuts des M.J.C. qui reposent sur le principe démocratique de la gestion par les usagers :

— Conseil d'Administration où les représentants des usagers sont majoritaires.

— Gestion de la Maison assurée par le Conseil d'Administration.

 Choix et révocation du directeur par le Conseil d'Administration.

 Activités décidées par un Conseil de maison composé uniquement d'usagers élus.

Dans sa séance du 20 mars 1970, le Conseil de Paris, par 52 voix contre 38 a, dans sa délibération, voté une nouvelle convention dont les principaux points sont :

— Institution d'une commission de coordination et de contrôle constituée de : 5 membres nommés par le Conseil de Paris, 2 membres nommés par la préfecture, 5 représentants des usagers (donc minoritaires).

 Subvention accordée en fonction des résultats »!

 Directeur nommé et révocable par la préfecture de Paris.

Le 21 octobre 1970, l'assemblée générale de la Maison des Jeunes « Jehan Rictus », refusant de renoncer à sa liberté de décision, ainsi que les nouveaux statuts le lui imposent, a voté une convention amendée :

 Usagers majoritaires au sein de la commission de coordination et de contrôle.

 Choix et révocation du directeur sur avis du Conseil d'Administration et de ladite commission.

Par ailleurs, les directeurs des M.J.C. de la région parisienne et de l'Académie d'Orléans ont pris position de façon ferme contre la nouvelle convention votée au Conseil de Paris, position également soutenue par le syndicat C.G.T. des directeurs de M.J.C.

Il s'est constitué, dans le 18° arrondissement, un Comité de Soutien, à l'issue d'une réunion d'information sur la base des résolutions de l'assemblée générale. Ce Comité soutient et participe à une large campagne d'information lancée par les adhérents de la M.J.C. « Jehan Rictus » et accueillie favorablement par la popu-



lation : notamment, la pétition en cours a déjà recueilli plus de 6.500 signatures.

Le Comité de Soutien, conscient que la menace de ces statuts anti-démocratiques pèse d'une façon égale sur toutes les M.J.C. et ayant appris que d'autres M.J.C. de Paris et de la banlieue s'étaient également alarmées, constituant même des Comités de défense, a décidé de prendre contact avec elles de façon à coordonner la lutte.

Le Comité de Soutien pense que toutes les organisations quelles qu'elles soient (organisations ouvrières, de jeunesse et de travailleurs, association d'éducation populaire et sportive, etc.) qui ont pour objectif la défense des intérêts matériels et moraux de la jeunesse, en particulier son droit aux loisirs et à la culture, ne sauraient se désintéresser de ces problèmes. Le Comité de Soutien de la M.J.C. « Jehan Rictus » s'adresse donc aux organisations ouvrières et démocratiques, de jeunesse, syndicales et politiques, aux associations d'éducation populaire et sportive, etc. pour qu'elles prennent position par rapport à ces nouveaux statuts, pour qu'elles participent au Comité de Soutien et qu'elles en informent leurs adhérents.

Le Comité de Soutien.

### L'École Émancipée communique

« Les Amis de l'Ecole Emancipée, tendance syndicale révolutionnaire de la F.E.N., ont pris connaissance de la série d'articles commis par A. Guérin dans « l'Humanité » sur « quelques aspects singuliers du gauchisme ».

Ils se déclarent indignés qu'un tel article ait pu ainsi être publié comme au plus beau temps du stalinisme flamboyant. Ils considèrent que le mouvement ouvrier tout entier est concerné par une telle gangrène.

Ils se souviennent que le rédacteur en chef de cette publication — René Andrieu — avait mis au défi quiconque d'avancer une prise de position du P.C.F. contraire aux libertés démocratiques qu'il veut garantir dans le cadre de la « démocratie avancée » et du socialisme.

Ils attendent donc une mise au point du P.C.F. et de « l'Humanité » désavouant totalement « l'enquête » parue. Ils appellent l'ensemble des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier à manifester leur réprobation à de tels procédés.

Signalons également que nous avons reçu au journal une protestation du groupe Ecole Emancipée du Lot-et-Garonne s'élevant contre l'injonction faite aux enseignants de lire des extraits des œuvres de De Gaulle à leurs élèves.

### LA NOUVELLE SOCIÉTÉ :

### Une société sans classes... pour les enfants !

N 1966, deux cités de transit sont construites aux deux extrémités du port de Gennevilliers. Elles ouvrent à la fin avril, à la suite de l'incendie d'un bidonville à La Courneuve. Des familles d'immigrés y logent : Portugais, Espagnols, et, en majorité, Nords-Africains, venant tous de différents bidonvilles de la région parisienne.

Depuis quatre ans, les problèmes de la scolarisation s'accumulent : insuffisance de classes, manque de matériel.

Cette année, la rentrée des classes a été catastrophique. Pour permettre la scolarisation des élèves des classes primaires, 135 bambins ont été sacrifiés et n'iront pas à l'école maternelle. L'absence de scolarité maternelle se fera d'autant plus lourdement sentir pour ces enfants qu'ils ne parlent pas le français et n'auront aucune habitude scolaire, aucune période d'adaptation : on prépare ainsi les « retardés » de demain.

Des crédits sont votés depuis le début 1970 pour la construction de quatre classes, mais la préfecture n'a rien fait. A chaque visite, l'inspectrice dit que les effectifs sont trop élevés, et qu'il faut construire. L'inspection académique dit de s'adresser à la préfecture, car elle n'y peut plus rien, ayant tout fait pour obtenir ces classes.

A la préfecture, on invoque le manque de terrain et on dit que la faute en incombe à la société gérante des cités (la CETRAFA) qui aurait refusé de céder les terrains nécessaires. Le directeur de cette société affirme qu'on ne lui a jamais rien demandé, et demande un rendez-vous avec l'architecte de la préfecture pour céder immédiatement tous les terrains nécessaires.

L'architecte vient sur les lieux à la fin du mois d'octobre, la préfecture affirme que l'orientation des terrains cédés ne convient pas, et demande de construire sur le terrain à côté de la cité, terrain appartenant au port autonome de Paris.

Après ces péripéties, les syndicats d'enseignants ont décidé et effectué une journée de grève le 6 novembre.

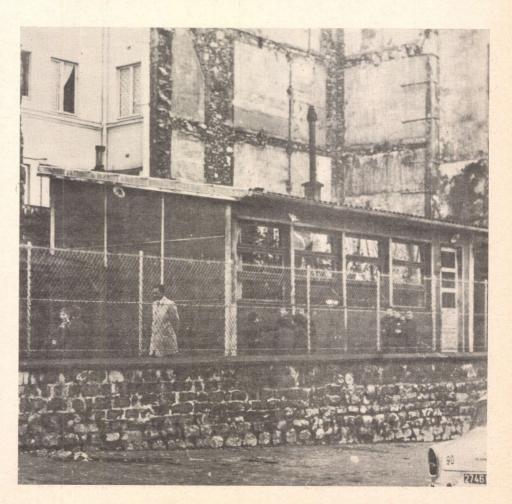
Le comité de défense de la cité de transit (composé des conseils de parents d'élèves, du P.C.F., du P.S.U., du P.S., des unions locales C.G.T., C.F.D.T. et F.O., ainsi que des syndicats d'enseignants) a envoyé un communiqué à la presse et organisé une délégation à la préfecture.

La préfecture a averti le 26 novembre les syndicats d'enseignants que les classes seraient ouvertes le 15 janvier.

Souhaitons que les classes ouvrent effectivement le 15 janvier! Et constatons que dans cette société il faut au moins quatre ans pour obtenir la promesse de mise en place d'établissements scolaires indispensables.

Il faut moins de temps que cela pour créer de nouvelles compagnies de C.R.S.!

Correspondant L.O.



### LA CRISE DU RÉ



José Antonio Primo de Riveira, fondateur de la Phalange. (Photo Viollet.)

ES réactions d'une ampleur sans précédent au procès de Burgos ont clairement montré l'usure du régime franquiste après trente ans de dictature. Mais cette usure n'est pas un phénomène absolument nouveau : depuis déjà une dizaine d'années, des craquements de plus en plus violents se faisaient entendre dans l'édifice.

#### Une dictature de fer sur un pays moribond

Pendant une quinzaine d'années après la guerre civile, l'Espagne de Franco semblait immuable. La classe ouvrière était écrasée, misérable, sans droit de grève, encadrée par les syndicats officiels du régime. Les classes dirigeantes semblaient unies autour du régime, trop heureuses de perdre toutes leurs libertés, toutes possibilités de débattre de leurs affaires, pour s'en remettre à leur sauveur, le Caudillo. Aucune opposition ne se manifestait. Les émigrés ne constituaient plus que des sectes impuissantes. Mais depuis, la situation a bien changé.

Pendant les quinze ans de domination incontestée du franquisme, l'Espagne est restée un monde à part en Europe, satisfaite de son arriération économique, ses dirigeants se considérant comme de nouveaux croisés contre le communisme, ce diable moderne, et sa version atténuée, le « libéralisme ». Mais les dures lois économiques, et l'endettement croissant de l'Etat espagnol, allaient rabattre leur orgueil. Le régime s'était maintenu sur la base d'une complète stagnation économique : en 1954, le revenu par habitant était inférieur à celui de 1935, n'atteignant pas le niveau du Costa-Rica! Dans l'industrie cotonnière, 15 % du matériel seulement datait d'après 1940. L'équipement métallurgique était pour les trois quarts antérieur à 1930. Une telle situation menait rapidement à la catastrophe.

### Le relèvement du capitalisme espagnol...

En 1959, l'Etat espagnol dut accepter le plan suggéré par l'Organisation Européenne de Coopération Economique pour obtenir le moratoire de ses dettes. Ce plan prévoyait l'industrialisation du pays grâce à une aide financière étrangère de 546 millions de dollars et une austérité rigoureuse pour les travailleurs. Dès lors, les capitaux affluèrent en Espagne, capitaux principalement américains. Le pays

connut une certaine industrialisation, ce qu'on a appelé le « miracle espagnol ». Ainsi, dans le Pays basque, région la plus industrialisée, le nombre des ouvriers passa de 300.000 à 500.000, et dans l'Espagne d'aujourd'hui, les ouvriers (30 %) sont devenus plus nombreux que les paysans (27 %). Mais cette politique ne réglait vraiment aucun problème : l'agriculture reste des plus arriérées, l'industrie n'est pas réellement compétitive, le déficit de la balance des comptes n'a pu être résorbé un temps que grâce à l'argent des émigrés et des touristes.

#### ... et celui de la classe ouvrière

Par ailleurs, alors que cette classe ouvrière voyait son poids augmenter dans le pays, ses motifs de mécontentement ne diminuaient nullement, au contraire. Alors que le coût de la vie augmentait rapidement, les salaires étaient bloqués. En 1963, les salaires pour un mois étaient de l'ordre de 160 F français pour un manœuvre, de 500 F pour un ouvrier qualifié dans le meilleur des cas. La classe ouvrière n'a plus la même crainte d'entrer en lutte qu'après la guerre civile, et dès 1962, éclate la première grande vague de

### COMMENT FRANCO PRIT LE F

### De la naissance de la république...

EST en 1931 que l'Espagne devint républicaine. Mais ce changement d'étiquette et de forme de gouvernement ne se traduisit en aucune façon par une amélioration des conditions de vie de la population travailleuse. 50.000 propriétaires terriens — auxquels la bourgeoisie espagnole restait très liée — possèdaient la moitié du sol cultivable (dont 30 % toujours en friche), tandis que l'immense majorité des paysans (70 % de la population) vivait misérablement. Le capitalisme espagnol, bien que sous-développé, ou plutôt à cause de cela, imposait des conditions draconniennes aux travailleurs; l'Eglise constituait un des piliers du régime, avec sa richesse et son rôle de gendarme moral.

De 1931 à 1936, le régime s'illustra par l'opposition intransigeante à toutes les vélléités de réformes, à toutes les manifestations d'opposition, à toutes les revendications ouvrières ou paysannes. En 1934, en particulier, l'insurrection des mineurs asturiens sera réprimée férocement, après quinze jours de lutte acharnée, par la Légion étrangère à la tête de laquelle se fait déjà remarquer Franco, et cette répression inaugura le cours profondément réactionnaire du « bienno negro ».

### ... à la victoire électorale du « Front Populaire »...

Cependant, après ces « deux années noires », le prolétariat espagnol releva la tête. Les élections générales portèrent au pouvoir, le 16 février 1936, un gouvernement de Front Populaire.

Du même type que celui qui se fit en France, le pacte électoral de Front Populaire signé en janvier 1936 par les Républicains de Gauche, le Parti Socialiste, le Parti Communiste et le P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, parti centriste résultant de la fusion d'une tendance issue du mouvement trotskyste, et d'un courant d'opposition non-trotskyste du Parti Communiste d'Espagne), l'alignait sur le programme des alliés les plus modérés, les Républicains de Gauche en la circonstance. Libéral dans un cadre bourgeois, il n'abordait aucun problème fondamental comme

l'impérieuse nécessité d'une réforme agraire. Il se prononçait nettement, toutefois, en faveur de l'amnistie de tous les insurgés de 1934, ce qui contribua d'ailleurs à son succès électoral, en lui ralliant les anarchistes.

Mais quelles qu'aient été la volonté et les possibilités réelles de réformes du Front Populaire, son avènement au pouvoir souleva un immense espoir parmi la population travailleuse. Dès le résultat des élections connu, des manifestations éclatèrent un peu partout en Espagne. On ouvrit les prisons. Des grèves se multiplièrent pour la réintégration immédiate des condamnés et des licenciés. Les paysans occupèrent les terres et se heurtèrent, les premiers, à la garde civile.

Le gouvernement qui se constitua le 19 février, ayant à sa tête le républicain « de gauche » Azana, ne comprenait que des républicains de gauche et des libéraux. Le P.S., le P.C., le POUM, le soutenaient tout en refusant d'y participer.

### ... et au soulèvement des généraux

A peine formé, il fut pris entre sa peur du mouvement révolutionnaire qui se développait, et son impuissance face aux forces réactionnaires du pays qui pensaient déjà à un coup pour « rétablir l'ordre » dans le pays. En effet, dès le lendemain des élections, tout ce que l'Espagne comptait de réactionnaires, propriétaires fonciers, monarchistes, grands bourgeois, grands de l'Eglise, commenca à regarder du côté de l'armée, seule capable leur semblait-il, de les sauver de la vague de revendications ouvrières et paysannes. L'armée se préparait d'ailleurs ouvertement à renverser la faible république et à écraser le mouvement populaire. Son chef d'état-major, Franco, exilé par le Front Populaire aux Canaries, pouvait à loisir préparer un soulèvement militaire. La Phalange de Primo de Rivera, mouvement fasciste copié sur ceux d'Allemagne et d'Italie, si elle ne disposait pas d'une base de masse comme dans ces pays, se manifestait déjà par des attentats, des crimes contre les ouvriers et les paysans, des coups de force comme celui qui la rendit maîtresse pour peu de temps, de la radio de Valence.

L'assassinat, le 12 juillet, de Calvo Sotelo, chef monarchiste, fut le signal



1° mai 1969 dans les rues de Madrid : malgré le carcan policier, les opposants sont descendus manifester dans la rue. (Photo U.P.I.)

du soulèvement militaire. Le 18 juillet 1936, l'armée du Maroc se soulevait, bientôt imitée par la presque totalité des garnisons des villes d'Espagne.

### La résistance ouvrière

Les lendemains du soulèvement furent marqués par de lourdes défaites ouvrières. A Séville, 9.000 ouvriers furent massacrés; Saragosse, Oviedo, tombaient aux mains des franquistes. Mais très vite, alors que le gouvernement lançait des appels au calme, et assurait, en dépit de tous les faits, qu'il avait la situation bien en main, la classe ouvrière se ressaisissait, s'armait et donnait un coup d'arrêt à l'avance de Franco. La flotte était le siège de mutineries; des comités de marins naissaient; à Barcelone, les « gardes d'assaut » ralliaient les ouvriers et distribuaient leurs armes; dans de nombreuses casernes les soldats désertaient l'armée rebelle ; à Madrid, c'était la grève générale; Valence fut reconquise par la population à la suite de deux semaines de combats sanglants. Par son courage, sa détermination et son élan révolutionnaire, la classe ouvrière avait déjoué, en cet été 1936, le plan des généraux réactionnaires, qui prévoyaient une victoire rapide dans toute l'Espagne.

Mais ce fut alors le début d'une lon-

gue et meurtrière guerre civile, dans laquelle, sous couvert d'une lutte entre « républicains » et « nationalistes », s'affrontèrent les paysans et les ouvriers d'une part, et les généraux soutenus par tout ce que l'Espagne comptait de forces réactionnaires d'autre part, mais sans que les travailleurs, à cause de la politique de leurs organisations, se battent jamais pour leurs propres objectifs. Elle dura trois interminables années, durant lesquelles les gouvernements républicains se succédèrent, se voilant la face, tergiversant, symboles vides d'une légalité républicaine incapable, tentant parfois, sans résultats d'ailleurs de traiter avec les généraux dressés contre l'Espagne travailleuse.

### Révolution, ou « défense de la république » ?

Dans l'Espagne en révolution, les ouvriers et les paysans en armes avaient pris en main des villes, collectivisé ou partagé les terres, exercé dans les faits, en maints endroits, le pouvoir. Et pourtant, face à l'initiative révolutionnaire de tout un peuple, les dirigeants socialistes et staliniens allaient s'attacher à protéger, à cautionner le pouvoir bourgeois « républ'

### GIME FRANQUISTE

grèves qui met en difficulté le régime : elle s'étend non seulement aux Asturies, où 80.000 mineurs vont se mettre en grève, mais au Pays basque, en Catalogne, au Leon, puis à Saragosse, à Valence, à Cordoue, à Cadix... Depuis, malgré une répression encore féroce (licenciements, emprisonnements de grévistes), l'interdiction du droit de grève a vécu dans les faits. De même que le « syndicalisme » officiel a été battu en brèche avec le développement des Commissions ouvrières. La politique de répression brutale a perdu son efficacité. Aussi, une partie des dirigeants du régime rêvent d'une autre politique, qui ferait accepter en douceur leur situation aux ouvriers moyennant quelques concessions : mais encore faut-il avoir quelque chose à céder.

### Les premières fissures du régime

Devant ce réveil de la classe ouvrière, la bourgeoisie est loin d'être unie derrière Franco. L'Eglise, un des principaux soutiens de Franco jusque-là, est allée, en 1962, jusqu'à accorder un certain soutien aux grévistes. L'évêque de Vitoria avait fait célébrer des messes en leur faveur. Un document de l'Action catho-

lique ouvrière réclamait le droit de grève et la liberté syndicale. Et devant la violente réaction du régime, le primat d'Espagne déclara que ce document avait reçu son approbation. En janvier 1965, même un des principaux leaders de la droite avant et pendant la guerre civile, Gil Roblès, lâchait Franco en fondant la démocratie chrétienne.

Une telle opposition reste des plus timorées. Par contre, parmi les étudiants, et aussi, dans le Pays basque et en Catalogne, l'opposition démocratique petitebourgeoise a pris une grande vigueur. Avec les usines, les universités sont devenues les bêtes noires du régime : les étudiants n'admettent pas d'être enrégimentés eux aussi dans un syndicat officiel, ni l'absence générale de liberté. Depuis 1965, l'agitation est quasi permanente dans les universités où les mouvements les plus gauchistes fleurissent.

En Catalogne et au Pays basque, l'opposition prend généralement une coloration autonomiste ou nationaliste et elle est particulièrement audacieuse. Si le nationalisme basque est devenu célèbre dans le monde entier avec le procès actuel de Burgos, l'opposition catalane n'est pas moins vigoureuse.

### Une dictature usée

Ainsi, au bout de trente ans de dictature, toutes les forces que Franco avait voulu écraser se redressent. Et toute une partie de la bourgeoisie, pour qui le carcan imposé par le franquisme devient de plus en plus insupportable, s'interroge. Jusque dans les sphères les plus proches du pouvoir, la division règne. Puisque le régime franquiste ne semble même plus capable de mater la classe ouvrière, ne faudrait-il pas chercher une autre solution? De toute facon, la succession du Caudillo, ne serait-ce qu'étant donné l'âge et l'état de santé du personnage, est ouverte, et angoisse la classe dirigeante. Quelle solution envisager? S'essayer à un régime semi-démocratique : mais n'est-ce pas ouvrir la porte au torrent de la fureur populaire? Maintenir une dictature ouverte, avec ou sans Franco : mais n'est-ce pas donner précisément un objectif qui rassemble et cristallise toutes les haines de tous les opprimés ? Décidément, la saignée de 1936-1938, le million de morts de la guerre civile, n'aura réglé qu'un temps les contradictions de la société espagnole.





Franco, chef du « Mouvement »
(Photo U.P.I.)

### OUVOIR

cain » qui végètait à Madrid, qui n'était déjà plus que symbolique, sans autorité réelle. Pour lui redonner son autorité, ils allèrent jusqu'à s'opposer, les armes à la main, aux initiatives ouvrières (le P.C.E. attaquera militai-rement en mai 1937, les milices ouvrières anarchistes de Barcelone, et fit exécuter les dirigeants oppositionnels comme Andrès Nin, dirigeant du POUM). Le mot d'ordre, mis en avant par le P.C.E. et repris en fin de compte par l'ensemble des partis ouvriers, fut « Vaincre Franco d'abord », ramenant la révolution à une simple opération militaire, renvoyant pour plus tard l'accomplissement des tâches révolutionnaires, qui aurait seul permis de faire rendre gorge à la bourgeoisie espagnole, qui seul aurait pu, aussi, garder au peuple espagnol l'élan révolutionnaire nécessaire pour pouvoir mener victorieusement la lutte contre Franco.

### Les responsabilités internationales

Face à l'armée franquiste bien équipée, et qui jouit très tôt de l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie mussolinienne, le peuple espagnol ne disposait que de ses seules faibles forces. La France de Léon Blum, l'Angleterre « démocratique », proclamaient bien haut leur « non-intervention »; la frontière des Pyrénées fut fermée; aucun envoi d'armes ne passait. L'aide de l'U.R.S.S. si elle permit au P.C.E. d'étendre son audience et d'imposer sa politique s'avéra en fait nettement insuffisante. Les hommes qui franchirent clandestinement les frontières et formèrent les Brigades Internationales représentèrent un soutien trop faible pour être réellement efficace.

Et c'est ainsi que tous les pays dits « démocratiques », la France du Front Populaire, l'U.R.S.S., « patrie du socialisme », regardèrent placidement l'assassinat de tout un peuple.

Il fallut malgré tout trois ans à Franco pour briser la résistance héroïque de l'Espagne révolutionnaire, trahie par ses chefs, trahie par les pays qui se disaient ses alliés. Mais en mars 1939, marchant sur les cadavres d'un million de morts, il pouvait faire son entrée à Madrid. La dictature du Caudillo commencait.

Lucienne Plain.

### Le Parti Communiste espagnol à la recherche de l'opposition libérale

A crise de succession du franquisme est ouverte. Le procès de Burgos l'a révélé aux yeux de tous.

Mais c'est en fait depuis des années que la crise couve et qu'une partie importante de la bourgoisie espagnole — elle-même — cherche un successeur à cette dictature encombrante, archaïque et féroce, devenue incapable de maintenir « l'ordre » en Espagne.

Dans cette situation mouvante, les forces politiques d'opposition préparent l'après-franquisme. Le Parti Communiste Espagnol (P.C.E.), bien que d'influence limitée, comme toutes les organisations clandestines ouvrières, a développé un programme qui n'est pas sans importance pour l'avenir du prolétariat espagnol dans les luttes qui s'annoncent.

### La politique du Front national

Pour le P.C.E., la seule solution raisonnable pour abattre la dictature franquiste aux moindres frais, en faisant l'économie d'une nouvelle guerre civile, consiste en l'alliance de toutes les forces allant du P.C.E. lui-même aux royalistes libéraux et à tous ceux qui prétendent remplacer ou faire évoluer la dictature actuelle dans le sens d'une démocratie bourgenise Santiago Carillo, secrétaire général du Parti Communiste d'Espagne, a développé ces positions récemment dans une interview à « l'Humanité » du 3-12-70. Il affirme notamment : « Pour cela (obtenir un système démocratique et pluripartite) nous sommes prêts à conclure un pacte avec n'importe quel groupement politique espagnol, même les groupements qui nous ont combattus dans le passé et que sans aucun doute nous combattrons dans

Dans les forces d'opposition, il inclut tout l'éventail politique, des socialistes à la droite comprise. Il inclut également une partie des phalangistes, chez lesquels il retrouve « outre des nostalgiques fascistes » des « attitudes revendicatives et vaguement démocratiques ».

En fait, le P.C.E. cherche l'alliance d'une partie de la bourgeoisie espagnole sur les objectifs de son programme minimum : l'amnistie, les libertés politiques et syndicales et des élections à une Assemblée constituante. Le socialisme est évidemment renvoyé aux calendes grecques.

### Les désirs et les faits

Le drame, c'est qu'en limitant les objectifs de lutte qu'il propose à la classe ouvrière espagnole à des réformes démocratiques, pour ne pas effrayer la bourgeoisie espagnole, le programme du P.C.E. ne rendra pas l'évolution de l'Espagne vers la démocratie politique plus aisée. Les alliés sur lesquels il compte sont en effet rien moins que des démocrates.

que la force de s'en débarrasser. Or, provoquer l'épreuve de force dans l'appareil d'Etat, c'est aussi prendre le risque d'une intervention des masses dans la crise. C'est justement ce que la bourgeoisie espagnole cherche à toutes forces d'éviter. Et ce ne sont pas les propositions d'alliance du Parti Communiste Espagnol, ses promesses de ne pas aller trop loin, qui peuvent faire disparaître cette contradiction et convaincre les classes dominantes espagnoles qui connaissent à la fois les limites de l'influence du P.C.E. et aussi les traditions révolutionnaires de la classe ouvrière espagnole.



Lopez Bravo est-il, pour le P.C.E., un phalangiste avec des attitudes « vaguement démocratiques »? (Photo A.F.P.)

Si le régime paraît lourd, pesant et de surcroît dangereux et inefficace maintenant à une fraction de la bourgeoisie espagnole qui préférerait incontestablement plus de libertés, la préoccupation majeure de celle-ci reste avant tout d'éviter une explosion sociale. Elle souhaite une évolution, mais une évolution limitée, et octroyée par le haut, dont elle garderait le contrôle.

Tout cela reste cependant un vœu pieux. Car le drame, c'est que la dictature, sa police, son appareil de profiteurs ne sont pas du tout résignés à partir, et qu'il n'est pas du tout certain qu'il y ait d'autres moyens

### Un crime contre la classe ouvrière

Mais si le programme du P.C.E. est incapable de donner du nerf à l'opposition bourgeoise à Franco, il est par contre très capable de désarmer les travailleurs qui lui font confiance. En ce sens, le programme de « Front national » est proprement criminel pour l'avenir du mouvement prolétarien espagnol.

Car si à l'occasion d'une crise quelconque du régime, que ce soit la
mort du dictateur ou autre chose,
les masses se mettaient en mouvement, balayant la dictature, ses fonctionnaires, ses juges, ses flics et ses
tortionnaires, la seule perspective
qu'offrirait le P.C.E. serait un gouvernement d'union nationale avec
des forces dont le seul but serait
d'écraser le mouvement populaire.
Ainsi, loin d'armer les masses contre les opposants bourgeois, le P.C.E.
prétend les soumettre par avance,
aux limites et à la direction de cette
opposition.

Si le renversement de la dictature passe très probablement par l'intervention des masses espagnoles, le P.C.E. ne leur offre donc, en pire, que ce qu'il leur a déjà offert avec le Front Populaire en 1936. On en connaît le résultat, spécialement en Espagne. Le pouvoir de la bourgeoisie, qu'il soit ouvertement dictatorial ou pseudo-démocratique, ne pourra se maintenir après Franco qu'en jugulant le mouvement de masse. Le P.C.E., dans la mesure de ses faibles moyens, promet d'avance à la bourgeoisie espagnole qu'il aidera à cette

Pierre BERGER.



### LES MOUVEMENTS ETUDIANTS, LA CLASSE OUVRIERE ET LA REVOLUTION

### NEWS AND LETTERS

News and Letters (mensuel qui s'intitule « marxiste-humaniste » et contient un certain nombre de reportages d'usines) traite dans l'éditorial de son numéro de novembre 1970 de l'action des groupes étudiants et des groupes terroristes.

L'auteur fait parler deux ouvriers après une alerte à la bombe dans une usine.

Un vieil ouvrier Blanc dit: « Je ne sais pas ce qui va arriver dans ce pays. Quand j'ai entendu parler, pour la première fois, des étudiants du SDS, j'étais pour eux. Je voulais que tous ces jeunes gens, avec toutes leurs connaissances, se joignent à nous. Mais je vois toutes leurs scissions, et comment certains sont devenus des « Weathermen » (1), comment leur politique, c'est la violence et le terrorisme. Alors je me suis opposé à eux, parce que cela n'aura pour résultat que de tuer des innocents et ne fera qu'empirer la situation des travailleurs ... ».

Un ouvrier Noir, dit, quant à lui : « Si ces jeunes imbéciles se mettent à poser des bombés dans les usines et à tuer des ouvriers, dressant les travailleurs contre eux, ils sont finis. Ce qui arrive peut-être aussi, c'est que la droite raciste de ce pays fasse des choses pareilles pour faire croire que ce sont des « Weathermen » ou des

Et l'éditorialiste, un ouvrier lui-même, conclut: « Le problème, c'est d'unir la puissance des ouvriers avec l'idéalisme et l'énergie de la jeunesse. Pour cela, la jeunesse, en particulier ses dirigeants, doivent commencer à écouter les ouvriers, et cesser de nous regarder de haut... Quand je lis et j'entends parler des querelles que tous ces jeunes étudiants ont dans leurs mouvements, je me demande ce qui arriverait si nous avions une révolution victorieuse dans ce pays... ».

mouvement étudiant et hippy.

nationalistes noirs... ».

(1) Organisation terroriste née du

### L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES



Dans son numéro de novembre 1970, ce journal, organe d'un groupe « bordiguiste » italien, contient un article, intitulé « Ce qu'il y a à gauche », dont nous extrayons les passages suivants:

« Nous suivons depuis longtemps, avec intérêt, le développement de la situation des forces de gauche, car les événements, les phénomènes auxquels donne lieu le capitalisme ne peuvent pas ne pas avoir d'effets sur ces forces. Il est hors de doute que le Mai français a été un banc d'essai pour de nombreux groupes, pas seulement français, et de toute façon, un moment de vérification de certaines positions (...).

En ce qui concerne les trotzkystes, une tentative d'unification est en cours, entre les deux tendances principales: celle qui fait partie de la IVe Internationale (la Ligue communiste avec le journal « Rouge ») et celle qui édite le journal « Lutte Ouvrière ». sortie depuis longtemps de la IVe. Les divergences qui, selon eux, les séparent, seraient d'ordre purement organisationnel. Rapports avec la Direction de la IVe, indépendance des sections nationales, etc. Mais il y a au fond autre chose. On ne comprend pas pourquoi « Lutte Ouvrière » voudrait maintenir son indépendance politique si les positions de fond étaient identiques, ou de toute façon hautement compatibles. Là est le point important.

Mai 68 a conduit à poser le problème de l'unité des révolutionnaires et de la construction du Parti. Mais le problème a été évidemment mal interprété. Il ne peut y avoir de Parti construit artificiellement, sans une plate-forme politique claire et définie, issue de l'approfondissement théorique des problèmes et de la pratique politique d'une telle plate-forme. Vouloir passer par-dessus cette étape, ne pas approfondir l'examen des divergences à la lumière de faits tels que Mai et le développement du capitalisme impérialiste, signifie éluder le problème fondamental de Mai. Sur la question des « révolutions nationales », par exemple, l'identité de vues proclamée n'existe pas dans les faits. « Lutte Ouvrière » juge impossible, contrairement à la IV° Internationale une transcroissance automatique dans un sens socialiste des mouvements nationaux. Trotsky lui-même, d'ailleurs, n'a jamais eu la folie de donner cette signification aux thèses sur la Révolution Permanente. « Lutte Ouvrière » dit expressément que le mouvement révolutionnaire dans les pays actuellement en lutte « est encore entièrement à construire ». Evidemment, derrière ce problème se pose celui, maieur, de l'estimation de la politique russe dans sa réalité crue. L'attitude

de « Lutte Ouvrière » cache un doute inavoué sur la nature progressiste de la zone russe. La IVe Internationale ne se pose pas encore un tel problème, même dans les méandres de l'inconscient. A ce point, il apparaît clairement que la volonté (quasi-maniaque) de « Lutte Ouvrière » de parvenir à l'unification, amène, si elle est satisfaite, à l'abdication de positions péniblement acquises, bien qu'absolument insuffisantes. Nous ne savons pas si cela est dû à la peur de perdre l'étiquette trotskyste, ou à la ferme volonté de persévérer dans l'erreur trotskyte (aujourd'hui amplement démontrée par l'Histoire).

### L'ESPAGNE EN CRISE ET LA REVOLUTION MONDIALE

### INFORMATIONS

Informations Ouvrières, du 16 décembre commence la publication de la « résolution politique » du Comité National de l'Alliance Ouvrière. On peut lire dans le paragraphe consacré à la situation internationale:

Partout dans le monde, après la grève générale de mai-juin 1968 de dix millions de travailleurs et de jeunes, et la marche de la révolution politique en Tchécoslovaquie à laquelle la bureaucratie du Kremlin a répondu par l'intervention militaire du 21 août 1968, la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat international pose directement la question du pouvoir ouvrier centralisé comme solution de tous les problèmes.

Mais c'est en Espagne, que dans le moment présent, se concentrent toutes les contradictions de l'impérialisme mondial et des forces intéressées au maintien de l'ordre bourgeois.

En Espagne, où tous les facteurs politiques se nouent pour préparer un tournant brusque dans la situation internationale. Avec les actions déclenchées pour sauver les six de Burgos, le sort du régime franquiste est scellé à plus ou moins long terme comme celui de DE GAULLE l'avait été avec la grève générale de mai-juin 1968. La bourgeoisie espagnole déchirée, la bourgeoisie internationale divisée, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international en crise, voient avec terreur la révolution internationale du prolétariat prendre un nouvel essor en Espagne après avoir été écrasée en 1939 par FRANCO.

Rouge, du 21 décembre, consacre son éditorial, « Il n'y a pas de Pyrénées! » aux événements d'Espagne.

Le processus qui s'engage actuellement en Espagne, c'est la suite des événements de ces dernières années en Europe. C'est la continuation de Mai 68. C'est la suite de la vague de grèves qui, de la Suède au sud de l'Italie, a marqué la radicalisation de la classe ouvrière. La mobilisation de la classe ouvrière européenne a vu ses effets pénétrer dans la péninsule que l'on croyait livrée sans espoir à la botte de la répression. Il n'y a pas de chasse gardée. La barbarie franquiste, pas plus que les geôles grecques, ne protègent le capital de ce mouvement général des exploités.

Les gouvernements français et italien ont bien raison de s'inquiéter, et d'agir « discrètement, dans un sens humanitaire »; un développement ample des luttes en Espagne est une perspective redoutable pour TOUTES les bourgeoisies européennes. Elles l'ont bien compris et tentent d'éviter une provocation sanglante de Franco qui mettrait le feu aux poudres. Elles ont mesuré exactement la force extraordinaire de l'exemple, et l'audience considérable de l'appel des travailleurs espagnols. Depuis Mai 68, la révolution est contagieuse en Europe. Chaque élément de sa maturation réagit sur la situation d'ensemble...

### AU CRÉDIT LYONNAIS (Paris) :

### TROIS JOURS DE GRÈVE A LA CAISSE GÉNÉRALE

la Caisse Générale, nous avons fait grève durant 3 jours. Il faut dire que les raisons de mécontentement ne nous manquent pas.

La Caisse Générale est le service où l'on manipule tous les billets de banque qui sont envoyés aux agences. Chaque jour, ce sont des milliards qui nous passent entre les mains.

Ce service est situé au troisième sous-sol et tout un système de sécurité pour l'argent vous oblige à franchir 6 portes et autant de gardiens. Ce qui fait que si un incendie se déclenchait, il est à peu près sûr que nous ne pourrions sortir à temps!

En plus du travail qui est totalement inintéressant (on le comprend aisément), les brimades ne manquent pas ; dès que nous levons la tête de notre travail, un chef intervient. C'est dire si l'ambiance est chaleureuse..

Les lavabos sont situés à l'étage audessus et nous n'avons la possibilité d'y aller que 2 fois par jour car nous avons un service de sécurité à fran-

Le soir, l'heure de la sortie est 16 h 20, (le matin nous commençons à 8 h), mais il n'est pas question de ranger ses affaires et de se laver les mains avant 16 h 20, ce qui fait que nous ne quittons jamais le CL avant 16 h 30!

Si un délégué, malgré tous les obstacles matériels (portes et gardiens) vient nous voir, il est escorté par un chef et nous ne pouvons discuter librement avec lui...

De plus, récemment, une somme importante (plusieurs millions d'anciens francs) a disparu et la direction nous en a accusé!

Il y avait longtemps que le mécontentement grondait parmi nous, mais cette fois c'était le comble.

Nous avons donc, après maintes discussions, décidé à l'unanimité de faire grève pour revendiquer 30 points pour tous (environ 100 F), des conditions de sécurité réelles, de meilleures conditions de travail.

Le jour même la direction a répondu à nos délégués que, vu les problèmes du service, elle acceptait de réunir une commission paritaire en... février 1971! On se moquait de nous.

Nous avons alors décidé de continuer la grève jusqu'à l'aboutissement de nos revendications.

L'ambiance était chaude.

Après une journée, passée à discuter et à attendre, jeudi 17 décembre nous avons manifesté dans le hall de l'agence centrale et sommes allés en délégation à la direction, qui a accepté de recevoir nos délégués à nouveau.

Il faut dire que notre grève a gêné considérablement le CL. Pour se procurer les fonds nécessaires à l'approvisionnement des agences, le CL a dû les emprunter en payant des taxes importantes aux autres banques de

La direction après une discussion animée avec nos délégués dont deux grévistes, a cédé sur une partie de nos revendications.

Elle a donné toutes les promesses possibles quant à nos conditions de travail; de plus, dès le lundi 21 décembre, des travaux seront entrepris pour installer un système de sécurité pour le personnel, les délégués pourront venir, après avoir montré « patte blanche », discuter librement avec

Mais, la direction n'a rien voulu céder quant à l'augmentation de nos salaires. Elle a maintenu le principe d'une commission paritaire en février et en attendant, nous accorde une prime de 300 F pour tous.

Reste la question du paiement des heures de grève. Le service a décidé de débrayer une heure lundi matin sur cette question. Les camarades restent mobilisés et déterminés.

Correspondant L.O.



### A BELFORT :

### LES IRRESPONSABLES

Bourogne, est hospitalisé à lendemain, prouvent que ce malade est atteint de typhoïde. Les jours suivants, de nouveaux Marocains de Bourogne furent hospitalisés pour les mêmes symptômes. Une semaine après le premier cas, ils furent dix au centre hospitalier.

Le médecin-directeur départemental de la Santé, averti comme pour toute maladie contagieuse, a fait procéder à une enquête. Ces jeunes Marocains, au nombre de 150 environ, « travailleurs privilégiés » de chez Peugeot-Sochaux, logent dans un ancien séminaire. Des problèmes s'étaient posés au moment de leur installation car la plupart des maires du territoire de Belfort avaient refusé l'installation des immigrés sur leur commune, car ils auraient « géné les villageois ». Mais le maire et la population de Bourogne n'étaient pas hostiles à leur implan-

lundi 16 novembre, un tation dans cet ancien domaine. jeune Marocain, habitant à L'origine de l'épidémie de typhoïde et para-typhoïde vient d'un puits Belfort pour un syndrôme non entretenu, servant de réserve grippal. Les examens de selles, le d'eau à l'ancien séminaire (celui-ci n'étant pas relié à l'eau commu-

> Bien sûr, une pareille épidémie de fièvres n'était pas prévue. Le service des contagieux de l'hôpital n'ayant que cinq lits, il a fallu ouvrir un nouveau service, sans pour cela augmenter le personnel. C'est à ce moment que la surveillante générale a commencé à s'inquiéter au sujet des vaccinations du personnel et elle s'est aperçue que les employées vaccinées étaient rares.

> S'il y a un lieu où tout le personnel doit être vacciné, c'est bien au centre hospitalier. Mais nous vivons dans une société où le profit passe avant la santé des travail-

> > Correspondant L.O.

### Quand Boumédienne lutte contre la spéculation

E prix d'une voiture fabriquée en France est nettement plus élevé en Algérie qu'en France. Des mesures ont été prises pour empêcher toute spéculation : un Algérien résidant en France ne peut acheter qu'une voiture; il doit attendre au moins un an pour l'emmener en Algérie s'il ne veut pas payer d'exorbitants droits de douane (62 % du prix en Algérie); une fois en Algérie, il ne peut pas la vendre pendant deux ans. Ces dispositions sont surtout dirigées contre d'éventuels gros spéculateurs qui n'hésiteraient pas à acheter et à revendre des dizaines de voitures pour empocher la différence de prix sans se

Mais une autre mesure frappe directement les travailleurs : imaginons qu'un travailleur algérien vienne au pays avec sa voiture achetée en France. Alors il ne pourra plus jamais retourner travailler en France, car on lui retire sa carte de résidence, pratiquement indispensable, pour cela. Une seule exception est tolérée : s'il est



venu en Algérie uniquement pour le temps des vacances et qu'il rentre en France avec la voiture.

Peut-être quelques cyniques jugeront-ils anormal qu'un travailleur immigré songe à se payer une voiture. Pour nous, tous les travailleurs ont les mêmes problèmes, tous devraient avoir les mêmes droits.

### Les bureaucrates syndicaux à l'œuvre :

### HISPANO-SUIZA (SNECMA) - BOIS-COLOMBES (Hauts-de-Seine)

#### MILITANT GAUCHISTE DU C. H. S. L'ÉLIMINATION D'UN

ES élections des représentants du Comité d'Hygiène et de Sécurité viennent d'avoir lieu chez Hispano-Suiza. Cette année, ces élections ne seront pas passées aussi inaperçues que d'ordinaire. Il faut dire que cette année il s'agissait pour la CGT d'éliminer un « gauchiste » de la commission.

En effet, le CHS étant considéré comme une commission du Comité d'Entreprise, l'élection de ses représentants n'est pas soumise aux suffrages des travailleurs. Les représentants du CHS sont nommés par le Comité d'Entreprise.

Cette année, seules la CGT et la CGC sont représentées au CE. La CFDT en a été éliminée aux dernières élections d'octobre. La CFDT avait néanmoins jusque-là un représentant ouvrier. C'est celui-ci qui a été remis en question par la CGT.

#### Première étape : souterraine

La CGT prend contact avec la CFDT en lui affirmant que la CGC réclame 2 sièges au CHS, la CGT en ayant droit à 4. Elle assure la CFDT de son soutien pour insister vis-à-vis de la CGC afin que la CFDT garde malgré tout son siège. Ce soutien suppose néanmoins une condition : que l'on change de candidat CFDT. Celui-ci n'ayant pas, d'après la CGT, fait son travail, car il ne participait pas à toutes les réunions avec la direction. La CGT ferme les yeux sur le fait que ce travailleur fait équipe, qu'il est le seul représentant CFDT et qu'il n'a pas de suppléant.

La CFDT refuse le chantage et maintient la candidature de son représentant.

#### Deuxième étape : publique

La réunion où devaient être élus les représentants au CHS se tient en présence de la CGT, la CFDT et la CGC.

- la CGC réclame les deux sièges;
- · la CGT réclame le retrait du travailleur « gauchiste »;
- la CFDT fait reconnaître son droit à un siège et maintient son candidat;
- la CGT après plusieurs suspensions de séances, demande l'ajournement de la réunion jusqu'à la fin de la semaine.

Le lendemain la CGT rend publique son désaccord et dénonce nommément le travailleur « gauchiste » comme étant... un danger pour la sécurité des travailleurs car il n'assistait pas aux réunions avec la direction.

#### Troisième étape : la dernière

La deuxième réunion du CHS a lieu et la CGT et la CGC réclament que seuls les élus au Comité d'Entreprise aient une voix délibérative. Ces deux syndicats affirment s'en tenir à la

Le vote se fait alors, auquel la CFDT ne participe pas. La CFDT fait une déclaration et

Le jour même, la CFDT distribue un tract qui rappelle aux travailleurs que l'éviction de son candidat n'est en fait qu'une manœuvre politique de la part de la CGT, qui préfère en définitive deux candidats CGC à un seul candidat « gauchiste ».

Le lundi, des travailleurs sans appartenance syndicale, distribuaient un tract de protestation contre l'éviction de leur camarade de travail de la commission du CHS et dont ils n'avaient jamais eu à se plaindre. Ils constatent que la CGT cède deux sièges à la CGC et que cela ne saurait en aucun cas améliorer leur sort en matière d'hygiène et de sécurité.

Le lendemain la CGT voulant avoir le dernier mot sort un nouveau tract diffamatoire mais qui restera sans aucun doute le dernier de la série.

Correspondant L.O.



(Ph. L.O.)

### L'EXPLOITATION AU JOUR LE JOUR

### LES GALERIES LAFAYETTE (Paris), VUES DE L'AUTRE COTÉ DU RAYON

### METRO ...

PRES une heure et demie de métro bondé et surchauffé, j'arrive aux Galeries Lafayette où nous devons pointer avant 9 heures (le magasin ouvre à 9 h 15). Juste le temps de monter au vestiaire, et la cloche sonne le début d'une journée harrassante, surtout à cette époque de l'année.

En effet, inutile de dire que rien n'est fait pour nous lour dans laquelle vaillons est difficile à supporter. Il n'y a aucune sorte d'aération ou de ventilation à part quelques fenêtres à chaque étage ; alors, si vous n'avez pas la chance de travailler près d'une de ces fenêtres, et bien vous transpirez et respirez de l'air vicié 8 heures par jour. Vous pouvez aussi vous évanouir... C'est devenu un fait pratiquement journalier pour les vendeuses.

### ...BOULOT...

Dès 9 heures 10, le travail commence : je dois aider les démonstratices à arranger le « réassort » du rayon, puis je dois préparer ma caisse, remplir les différentes paperasses (feuilles de caisse, de journée, etc.) et souvent même faire le ménage. Tout ceci dans un laps de temps très court. Bref, tout ce qu'il faut pour être en forme afin d'affronter la foule qui envahit le magasin tous les jours.

Au milieu de la matinée, vous avez le droit d'aller faire pipi. Mais attention! Vous devez tous les jours avoir envie à la même heure (on vous en a d'ailleurs laissé le choix le jour de votre arrivée!). Sinon, et bien vous devez vous abstenir ou faire dans votre culotte.

Pour déjeuner : 1 heure 15 en principe mais 30 à 40 minutes en réalité, une fois que vous avez réussi à traverser les étages et couloirs qui mènent jusqu'à la cantine. Au cas où vous auriez quelques minutes d'avance, un gentil inspecteur est là pour vous coller un rapport (il faut bien qu'il mérite ses 4.000 NF par

L'après-midi est long et fatigant.

Assaillies par une foule énervée et impatiente, pressées de mille questions, il nous faut encore supporter les reproches et les brimades des chefaillons oisifs. Car, s'ils estiment que vous n'accrochez pas assez le client, ou si vous avez le malheur de vous asseoir 30 secondes sur un tabouret, ils accourent pour vous rappeler à l'ordre. Et tout comme un cheval, on se retrouve à la fin du mois avec une cote, bonne ou mauvaise, mais soyons justes, beaucoup plus raffinée que celle d'un bourrin. Jugez des critères :

- aptitude commerciale,
- attitude envers le client,
- esprit d'initiative,
- tenue, ponctualité.
- discipline.

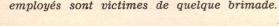
### ...DODO

Ainsi passent les heures, dans une ambiance pleine de jalousie et d'animosité où seuls les lèche-bottes et les hypocrites sont appréciés.

6 h 30: enfin la sonnerie! En 5 minutes, les rayons sont désertés. Une dernière brimade cependant avant de quitter le magasin : la fouille.

Quand on est enfin libéré, et qu'on a une fois de plus affronté la foule et la fatigue des transports en commun, on a plus qu'une envie en rentrant chez soi : dor-

Correspondant L.O.



A chaque instant aux Galeries Lafayette, les



### ECONOMIES SUR LA SECURITE DES TRAVAILLEURS...

#### rafistolage

■ RHONE-POULENC - VITRY-SŪR-SEINE. — La semaine dernière, deux travaileurs ont reçu de la soude sur le visage. Et cette fois, il est impossible pour la direction d'en faire tomber la responsabilité sur les ouvriers.

En effet, quelques jours plus tôt, un ouvrier faisait constater à un contremaître que le bac à soude fuyait et ce dernier lui rétorqua qu'il fallait boucher les fuites... avec du chewing-gum!

S'il n'y a pas eu de conséquences trop graves, nous ne devons pas tolérer que la maîtrise, par négligence, joue avec notre vie.

#### lézardes

© CENTRE DE CHEQUES POSTAUX. - BORDEAUX. — Des sommes énormes ont été dépensées pour la construction du nouveau centre de chèques. La construction terminée, on s'aperçoit que le bâtiment s'enfonce, que des fissures apparaissent. Rien d'étonnant à cela, quand on sait que le sous-sol est sillonné de cours d'eau souterrains. C'était prévisible. Et les entrepreneurs, architectes et autres le savaient bien. Seulement, toujours soucieux d'accumuler l'argent au plus vite, ils n'ont pas respecté les prévisions : les fondations sont de 10 m au lieu de 20 m. Maintenant, ces messieurs se renvoient la responsabilité, personne ne veut signer le certificat de conformité que les syndicats exigent à juste titre.

Malgré tout, alors que les normes de sécurité ne sont pas respectées, l'Administration n'a pas hésité à installer des services, à organiser des stages, des examens dans le nouveau centre.

Une fois de plus, on fait travailler des employés dans un bâtiment où les normes de sécurité sont désastreuses et qui risque de s'écrouler et cela uniquement dans un souci de rentabilité.

### assez!

• PEUGEOT - DIJON. — Un ouvrier qui travaillait aux fours SIATEM aux Lentillères a été gravement blessé : il a reçu un lourd cadre en métal sur la tête. Sous le choc, notre camarade a heurté une barre et il a eu le visage profondément entaillé. C'est une chance, si l'accident n'a d'ailleurs pas eu de conséquences plus graves : il aurait pu être mortel!

Aussitôt après l'accident, la direction a rendu le port des casques obligatoire pour travailler aux fours SIATEM!

Il faut un accident pour que l'on pense à la sécurité. Et encore! Car notons que ces casques n'empêchent toujours pas les plaques de tomber, donc les accidents de se produire!

Toutes les machines sont conçues uniquement pour la production. La vie de l'ouvrier, on s'en moque!

Nous en avons assez! Assez de risquer notre vie pour les profits de Peugeot! Cela doit s'arrêter!

P.S. — Un certain chef aurait dit que, selon lui, notre camarade avait fait exprès d'avoir un accident pour prendre des vacances! Pauvre type! le jour où lui se retrouvera dans un cercueil, ce sera certainement parce qu'il avait envie de prolonger ses vacances...!

### les caristes naviguent sans radar

e RENAULT - FLINS. — Nous savons tous que si la direction a réussi le tour de force de faire travailler 20.000 ouvriers dans une usine prévue pour 10.000, cela ne se passe pas sans incidents, ni même sans accidents corporels plus ou moins graves. Ils ne sont pas le fait du hasard, mais de la direction qui ne se décidera à agrandir les ateliers que lorsque cela lui permettra d'augmenter la production.

Au C.K.D. cela devient ahurissant, pour être cariste, il faut posséder un radar, mais à défaut de radar, du réflexe, du sang-froid, et un état nerveux à toute épreuve pour se faufiler entre la chaîne et les T.M. qui encombrent les allées. Et si par malheur le cariste écrase quelques tôles qui traînaient dans le passage, il a droit à l'engueulade et aux menaces des chefs. Il est vrai qu'on les entend beaucoup moins si c'est un gars qui s'est fait esquinter.

Quand la direction a prévu de doubler les effectifs, elle devait aussi prévoir de doubler les ateliers, sinon le résultat, nous le voyons en ce moment : on se croirait dans une fourmilière, mais en matière d'organisation, ces petites bêtes pourraient en remontrer à ces messieurs de la direction

### si tu feu pas, tant pis pour toi!

● CASE - VIERZON. — « Comment arriver à économiser un bidon de mazout par jour? ».

C'est ce petit problème que s'acharne à résoudre depuis deux ans un de nos chefs. Il faut reconnaître qu'il fait ce qu'il peut pour trouver la solution de l'énigme.

L'an dernier, il avait trouvé quelques solutions à ce douloureux problème :

Employant la formule selon laquelle on n'est jamais si bien servi que par soi-même, il a d'abord commencé par régler le chauffage luimême, pouvant ainsi chauffer au minimum.

Dans un deuxième temps, et après mûre réflexion, il a changé les gicleurs pour en mettre des plus petits et ralentir ainsi l'arrivée du mazout. Il fallait y penser! Ce monsieur ne doit pas avoir beaucoup de travail pour avoir le temps de faire ainsi joujou!

Ce petit amusement avait pour conséquence le froid dans les ateliers et nous avions déjà averti ce grand chercheur d'arrêter son petit jeu car nous ne voulions pas servir de cobayes!

Mais cette année, incroyable, il remet ça! Certes il a innové et s'amuse avec le bouton de commande du chauffage : tantôt il l'allume, tantôt il l'éteint; ou encore il l'arrête tôt le soir ou le met tard en marche le matin. C'est

Cela n'a que trop duré! Nous ne supporterons pas encore cette année le froid dans les ateliers! Si ce monsieur sue depuis deux ans à la résolution de son problème, il peut aller prendre l'air, nous ne nous en plaindrons pas, mais qu'il laisse ce bouton tranquille!

Ou alors, s'il fait vraiment froid, nous pourrions arrêter le travail et aller nous réchauffer!

### ...ET GASPILLAGE

### où vont nos salaires?

• PEUGEOT - SOCHAUX. — La semaine dernière, sept containaires de roulements flambant neufs ont été déposés à la récupération.

Motif: ces roulements sont déclassés paraîtil? Que vont-ils devenir? Seront-ils expédiés à la ferraille ou vendus à bas prix à un particulier? Nous pouvons nous poser pas mal de questions. Mais les travailleurs de l'O.G.E.M. nord, et encore plus les magasiniers, étaient scandalisés: des millions anciens, gaspillés, perdus...

A juste titre les travailleurs d'O.G. ayant vu ce gâchis faisaient remarquer :

« Quand il s'agit de nous donner de l'augmentation, il n'y a jamais d'argent, mais pour le gâchis, les responsables de la direction ne regardent pas de si près ».

Ce sont des sommes colossales que le système capitaliste détruit tous les jours, ce n'est qu'avec sa disparition que s'en ira également le gâchis.

### LA MAIN DANS LE SAC

### qui sont les pollueurs?

• ROCLAINE - ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY - SEINE-MARITIME. — Une énorme cuve de stockage vient d'être installée à Microlène. En soi,

c'est un progrès : cela va enfin faciliter le travail de manipulation de résine pour les gars.

Mais, comme d'habitude, il y a toujours une ombre au tableau. Car en cas d'avarie ou de rupture l'évacuation du produit (produit qui est un véritable poison) se fera par un tout à l'égoût qui va directement vers la Seine!

C'est le moindre des soucis de Roclaine que de se pencher sur les conséquences que cela pourrait avoir. Il y a bien d'autres moyens pour évacuer les déchets, comme la destruction chimique, par exemple. Mais bien sûr cela aurait coûté un peu plus cher et cela ne rapporte pas de bénéfice pour le patron.

Des comités contre la pollution se créent depuis quelques années. Le comité national est présidé par Pompidou lui-même. Tous ces gens se penchent soi-disant sur le problème et sur les solutions à y apporter... mais ils sont toujours très surpris de voir les eaux changer de couleur ou des cadavres de poisson flotter sur la Seine comme ce fut le cas il y a quelques temps.

Quant aux responsables, on évite de les chercher en général. En tout cas, ou on ne les trouve pas, ou on ne les punit pas, car les eaux sont toujours aussi polluées; mais si un matin il arrivait que la Seine soit dangereusement polluée, nous tenons, nous, un des coupables.

### RACISME

### un seul ennemi, la direction

 ■ RENAULT - BILLANCOURT. — En quinze jours, deux travailleurs espagnols du département 38 viennent d'être licenciés.

L'un, parce qu'il avait osé partir voir sa femme gravement malade en Espagne, tout en faisant prévenir sa maîtrise. L'autre parce que la direction le fait passer pour l'auteur d'une « agression » qu'aurait subie un contremaître en dehors de l'usine, alors que ce soir-là le travailleur n'a pas quitté l'usine.

Le premier est licencié pour absence non motivée, le deuxième pour « une attitude risquant de troubler les rapports entre la maîtrise et les ouvriers ».

On le voit, au département 38, la direction ne s'embarrasse pas avec les motifs de licenciement. Son but est clair, éliminer de l'usine tous ceux d'entre nous qui osent relever la tête devant l'aggravation des conditions de travail.

Cadences qui augmentent, bruit infernal, poussière, fumée des camions, et par-dessus tout cela la hargne plus ou moins raciste de certains chefaillons qui ne connaissent que : « sortir la production ».

Et malheur à vous si vous êtes immigré. Devant cette attaque systématique de la direction, notre seule force, à nous travailleurs, que nous soyons immigrés ou français, c'est la solidarité ouvrière.

En s'attaquant à l'un d'entre nous, la direction s'attaque à nous tous.

Si elle veut transformer le département en pénitencier, elle doit savoir que c'est tous ensemble que nous pouvons réagir, à ses attaques.

### **MESQUINERIE**

### deux poids, deux mesures

■ THOMSON-C.S.F. - ISSY-LES-MOULINEAUX.

— Le jour de l'enterrement de De Gaulle, un certain nombre de travailleuses ont dû rester chez elles, à cause de la fermeture des garderies et crêches. Et la direction a trouvé le moyen de leur faire des difficultés pour payer la journée. Mais le même jour, trois heures d'absence payées, sans difficulté cette fois, à ceux qui voulaient assister aux cérémonies funèbres.

Les fervents de De Gaulle ont pu faire monnayer leur « chagrin », parce que Pompidou les avait déclarés orphelins. Leur idole était aussi celle des patrons.

Les travailleurs, eux, sont laissés pour compte.

### Lei Delix

### de Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(14)

Il but, puis de nouveau retomba dans ses réflexions et se tut. Au bout de quelques instants il reprit : « Tu vas me promettre de ne pas ouvrir le bec ».

Promis.

Bon. Alors je vais tout te raconter. Peut-être comprendras-tu alors pourquoi il faut que je parte et pourquoi je ne puis devenir honnête que si la Révolution triomphe. Tu connais bien Mme Urban?

Oui, la femme du bijoutier.

- La femme de l'horloger, du Marché-Haut. Son mari est au front depuis 1914. Un pauvre bougre, qui sortait à peine de chez lui; toujours assis derrière son comptoir, il parlait d'une voix de fausset, il avait toujours les mains moites. Sa femme... tu sais comment elle est : grande, brune, des cuisses comme celles d'une pouliche, des dents toutes égales comme des perles et d'un blanc! une poitrine comme du marbre, une peau toute brune,

Max ricana, puis saisit le verre et but.

- Je connais très bien Mme Urban, fis-je. Elle est de la Société de chant de l'église, dernièrement encore, elle a magnifiquement chanté dans la Passion. Une fois je suis allée chez elle prendre ma montre que j'avais donnée à réparer. Elle était au magasin et me l'a remise elle-même. « Tiens, petit bouc, m'a-t-elle dit en me pinçant au bras. Et comme je voulais payer, elle a souri en ajoutant que ce n'était pas la peine, que ça ne coûtait rien.»
- Eh bien, fit Max en scandant chaque parole, c'est cette femme qui est cause de tout.
  - De quoi?
- Que je suis un saligaud.

Nous nous tûmes.

Soudain il reprit comme s'il eût parlé de très loin et ses paroles sonnèrent à mes oreilles comme dans l'écouteur d'un téléphone.

Moi aussi, je suis allé chez elle pour une montre et elle était au magasin. Je ne la regardai pas, car je m'étais aperçu que ses yeux me déshabillaient littéralement. Je voulus m'en aller, mais elle insista pour que je reste et je restai. Elle me con duisit dans une chambre, derrière le magasin. Là, elle me fit asseoir sur le canapé. Elle me demanda si j'avais déjà couché avec une fille. Je lui répondis que non. Elle se mit à rire en disant que j'étais un grand nigaud. En même temps elle me passait la main sur le cou et m'attirait contre sa poitrine. Elle me dit que si je voulais, elle me procurerait une fille, que cela n'avait rien que de très naturel: je ne pouvais rester ainsi sans en avoir... qu'autrement je n'étais pas un homme. Alors je lui mentis et lui racontai que j'en avais déjà eu une. « Qui donc?» demanda-t-elle. « La petite Eve B..., répondis-je, la fille du sous-préfet. » « Pas possible! eh bien, en voilà une histoire. Et si jamais on l'apprend? » « Oh! si jamais cela se sait, je serai chassé de l'école.» (A cette époque j'avais encore la frousse.) « Ecoute, me dit-elle, tu n'as rien à craindre avec moi; mais il faut que tu sois gentil. » « Je le serai, lui répondis-je, mais votre parole d'honneur que vous ne direz rien. » « Entendu, s'écria-t-elle, je te donne ma parole », et rapide comme l'éclair elle me jeta sur le canapé, me roula sur le ventre en me mordant à la nuque. Je criai, mais plus je criais plus elle me mordait. Tout à coup elle me dit : « Déshabifle-toi ». Je refusai. Alors elle s'empara d'une cravache qui pendait au mur

et m'en frappa le dos. Je me jetai sur elle, elle me repoussa et continua de me frapper. Ses yeux étaient brûlants, insupportables. Elle criait : « Allons, petit bouc! petit bouc! ». J'essayai de me sauver, mais elle me retint. Finalement je cédai et me dévêtis. Je pensais qu'elle cesserait de me frapper. Mais elle prit une corde et m'attacha à la table. Ensuite elle se déshabilla et se remit à me fouetter, et à chaque cri que je poussais elle m'embrassait et je devais, moi aussi, l'embrasser. Au bout d'un moment elle me détacha, me frictionna avec un onguent, m'étendit sur le canapé et m'obligea à lui faire des choses répugnantes et pendant ce temps elle m'étranglait presque. Ensuite elle éteignit la lumière et me dit : pense que je suis la petite Eve. Deux fois je dus m'exécuter : après quoi elle me donna du café et me glissa furtivement du gâteau d'amandes dans la poche. En un clin d'œil elle était devenue comme une maman pour moi : elle me donna aussi des cigarettes; mais au moment où j'allais la quitter elle me dit : « Surtout garde ta langue, sinon je raconterai ton histoire avec Eve ». Le surlendemain je dus retourner chez elle et depuis, ça a continué ainsi jusqu'à maintenant.

Max s'était levé et avait repris la bouteille. Il chancelait un peu.

- Tiens, regarde, fit-il en écartant sa chemise et en découvrant son épaule, là...

Je vis en effet deux sillons violets.

- Mais pourquoi donc te bat-elle, demandai-je, si elle est ensuite gentille pour toi?...

- Elle dit qu'il lui faut d'abord jeter son feu avant de pouvoir être bonne, répondit Max.

- Et tu te laisses frapper comme ça?

Je ne sais pas pourquoi.

Max se mit à pleurer.

 C'est bien ça qui me désespère, de ne pas pouvoir me détacher d'elle. J'ai dévoré un tas de bouquins sur la volonté; mais toutes ces lectures ne m'ont mené à rien. Je me suis fait une philosophie dont le premier principe était que les hommes sont des c..., mais je ne m'en sentais pas moins un c..., moismême. On peut penser ce qu'on veut, cela ne sert de rien, tout dépend de ce qu'on fait.

Il s'était levé et me tendit la main.

- Tu vois où j'en suis, me dit-il?

– Je le vois, en effet, répondis-je en gardant sa main dans la mienne.

C'est pour ça aussi que je désire la Révolution, dit-il, parce qu'elle donne l'espoir que tout changera; c'est pour ça aussi que je suis pour la manière forte. Oh! je sais bien... ce n'est pas très propre de ma part de mettre la Révolution dans le même sac que mes affaires privées... mais si, comme elle le promet, elle arrive à balayer toutes les saletés, elle balaiera les miennes en même temps. Seuls. les événements qui modifient le cours de notre vie ont du bon... et moi, je ne puis plus continuer à vivre ainsi...

- Tu n'es pas aussi mauvais que tu crois, dis-je, mais tu es tombé dans le mal.

Il sourit et s'assit sur mes genoux.

Tu parles en bon chrétien; mais ça ne me sert pas à grand-chose de savoir que je suis dans le mal. Au contraire si je tue le mal, je m'en délivre. Sans doute, fis-je, mais alors tu auras tué!

 Hélas! répondit Max, faut-il donc tuer pour devenir bon?

### RESUME

L'action de ce roman se déroule en novembre 1918, dans une petite ville d'Allemagne. L'empereur Guillaume II vient d'abdiquer et de s'enfuir. Le héros, jeune étudiant issu d'un milieu bourgeois discute avec les soldats en faction à la gare. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, alors que la ville entière l'ignore encore. Pour les soldats, c'est la fin de la boucherie, c'est la paix tant souhaitée, c'est-à-dire le retour prochain dans leur foyer. Pour le jeune lycéen, influencé par les idées socialistes de son précepteur, Adalbert König, c'est le début d'une période exaltante dont il ne comprend pas bien le sens.

Le lendemain, en ville, les esprits sont en effervescence. La foule se rassemble devant la mairie, en attente. Les discours commencent. Tout d'abord intervient l'avocat Hoffmann, vieux politicien social-démocrate qui, durant toute la guerre, a été partisan de l'union sacrée autour de l'empereur, et qui aujourd'hui annonce, avec un soupçon d'inquiétude, l'avènement de la République alle nande ; la République des ouvriers, des bourgeois et des paysans, tient-il à préciser. A sa suite, Adalbert König, militant socialiste révolutionnaire s'adresse à l'assistance. Passionnément il explique que la fin de la guerre, ce n'est pas la fin de la misère, car ce n'est pas la fin de l'exploitation capitaliste. Il conclue son intervention par un vibrant appel au prolétariat pour qu'il s'empare du pouvoir, en instaurant sa dictature.

Immédiatement, un Conseil d'ouvriers et de soldats se constitue. Dans la ville, une lutte sourde s'engage entre les éléments bourgeois et petits-bourgeois de la population d'une part et les ouvriers de l'autre.

A travers quelques scènes typiques, l'auteur retrace l'atmosphère qui règne dans la ville.

> Longtemps nous restâmes ainsi sans parler. Max avait posé son bras sur mon épaule.

Je pris le verre.

- Bois. Il but et me dit:

Toi aussi.

Je bus.

Nous nous tenions serrés l'un contre l'autre. L'ombre de l'arbre projetait contre les murs des ornements fiévreux. Dehors, il recommençait à pleuvoir, doucement, avec précaution, comme si quelqu'un se réveillait.

Soudain Max se leva et déclara:

Il faut que je parte.

Il approcha de ses yeux le cadran lumineux de sa montre, courut à la porte et tourna le commutateur. Nous demeurâmes honteux un instant. Max passa son manteau.

- Viens, fit-il sans me regarder.

Nous passâmes dans le vestibule. Une ampoule rougeâtre, entourée de bois de chevreuil, répandait une faible lumière. Max prit les devants et ferma soigneusement la porte. Dans la cour, je lui demandai où il voulait aller.

- Là-bas, pour la dernière fois, me répondit-il. Aujourd'hui ce sera la fin et demain j'irai trouver Adalbert König.

- N'y va pas! Je le retins de toutes mes forces. Il se dégagea.

- Il le faut.

- Non!

Je le tirai pour le ramener vers la maison.

— Il ne faut pas, si tu ne le veux pas.

Il me donna une bourrade:

- Mais si, il faut que j'y aille.

Il ouvrit le portail de la cour et me poussa vers

Je lui barrai la route. Je lui demandai de venir avec moi faire une partie d'échecs. Je lui dis:

- Je te montrerai la collection de timbres-poste de mon père; il y a tous les Thurn et Taxis.

Je lui promis de l'accompagner le lendemain chez Adalbert König, je lui promis ma balle de sport, je lui offris de venir habiter chez nous, puisque sa femme de ménage était partie... Mais Max secoua la tête d'un air décidé. Il m'accompagna jusque chez moi et me serra la main.

Bonne nuit, me dit-il, et il fila rapidement dans la direction du Marché-Haut qu'assombrissaient les marronniers.

En entrant dans le vestibule j'entendis ma mère jouer du Mozart.

J'allai auprès d'elle et je lui mis un baiser sur l'oreille, là où les cheveux forment de petites boucles. Elle me fit un signe de tête et continua de jouer. A la cuisine, Kathinka me servit à manger : des pommes de terre avec de la sauce au lard.

Le lendemain matin, j'entendis Kathinka se précipiter dans la chambre de ma mère en criant :

- M<sup>me</sup> Urban, M<sup>me</sup> Urban...

Je descendis les escaliers quatre à quatre et j'appris qu'on avait trouvé M'"e Urban blessée dangereusement à la poitrine. Le coup avait été porté avec un couteau. On avait retrouvé l'arme sur le plancher et elle avait été facilement reconnue comme ayant appartenu à un prisonnier russe ouvrier chez Mine Urban. Cet homme avait été aussitôt arrêté. Mais il niait obstinément. Cependant, comme il n'avait pu nier être le propriétaire du

couteau et que d'autre part plusieurs femmes s'étaient présentées, à qui il avait fait des propositions déshonnêtes, il avait été envoyé sous bonne escorte à la prison militaire de M... M<sup>me</sup> Urban vivait encore et avait même conservé toute sa connaissance. Quand on lui rapporta qu'on avait trouvé le propriétaire du couteau et que le Russe avait été mis en prison, elle affirma que cet homme était bien son agresseur. Trois jours après elle succombait à une hémorragie interne...

Une foule nombreuse l'accompagna au cimetière. La chorale de l'église chanta à quatre voix : « Prends dans ta main la mienne... »

Tout le monde voulut voir en elle une victime de la fidélité conjugale allemande. Au moment où on l'avait découverte, elle tenait à la main une cravache. On constata que le Russe portait à la tête des traces de coups dues à cette cravache. Il avait dit, en acquiesçant de la tête avec un sourire : « Madame aimait bien frapper ». Les preuves furent jugées suffisantes. Après des débats sommaires devant un conseil de guerre, il fut conduit trois jours plus tard à une carrière de sable et fusillé

Chez Max Frey les volets étaient fermés et quand on agitait la sonnette, personne ne répondait.

#### VIII

Peu de jours après cet événement auquel je craignais de penser, les premières colonnes de nos armées de l'Ouest commencèrent à arriver.

Une suite interminable de lourdes automobiles s'avançaient sur la route qui, du Rhin, se dirige à travers notre ville, vers l'Allemagne du Sud; des attelages roulaient dans les intervalles, des motocyclettes crépitaient et des soldats marchaient à la débandade.

C'était comme un énorme serpent aux replis infinis, qui rampait sur les coteaux et dans la plaine, se jetait sur les villages en bordure de la grandroute où, après une nuit de repos, il continuait, grossi par de nouvelles arrivées, à se dérouler vers le Sud.

Sur plusieurs lieues, cette route, construite par Napoléon Ier, apparaissait obstruée par des charrettes, des autos, des motocyclettes et des colonnes d'hommes en marche... pendant des heures le bruit de leur approche avait frappé nos oreilles avant d'atteindre les abords de notre ville.

Précédant les colonnes, des paysans désespérés couraient protester auprès des autorités. Ils se plaignaient des traitements qu'ils avaient endurés : leur avoine réquisitionnée, leurs bêtes de trait abattues, la farine qui leur revenait, enlevée de leur grenier. Aussitôt le D' Hoffmann organisa des patrouilles de cyclistes à brassards rouges, pour occuper les voies de passage et préparer le cantonnement pour la troupe. Dans les écoles et les casernes de la ville, on installa de grandes chaudières et les vivres destinés à la population ouvrière furent réservés aux troupes qui arrivaient.

Il était trois heures de l'après-midi quand la tête de la colonne atteignit la ville. C'étaient quatre camions, un groupe de motocyclistes et une compagnie de T.S.F. Derrière, venait un groupe de chevaux attachés ensemble et conduits par deux cavaliers qui portaient les insignes d'officiers d'administration. A leur tête marchait un adjudant qui faisait fonction de sous-lieutenant; du haut de son cheval il insultait les factionnaires-ouvriers et caracolait devant sa troupe comme un capitaine devant sa compagnie pendant une revue. Le D' Hoffmann, qui se tenait à la sortie de la ville, le salua. Il allait même lui faire un petit discours quand l'adjudant lui cria:

- Gardez vos phrases; il nous faut des logements, pas autre chose!

La colonne fut dirigée sur le Markplatz. Là, les attelages furent rangés, les chevaux attachés aux arbres et l'on mit en train les cuisines de cam-

Les civils, qui entouraient le Markplatz, considéraient les troupes comme on regarde une tribu exotique. Bientôt, à la façon des noirs quand ils envahissent un navire à l'ancre, les soldats se mirent à trafiquer. Ils offraient, qui son havre-sac, qui une selle, qui une tente. Des camions déversaient de gros ballots d'étoffe qu'on éventrait. Des conserves, des tableaux, un piano même; des nappes damassées, des dentelles de Malines, des fusils, des chevaux, des autos, des pneus, des châles, des casseroles de cuivre, des caleçons, des fichus au crochet, des flacons de parfumerie, du savon, des serins... en peu de temps le Markplatz fut comme un grand bazar volant, tout grouillant d'acheteurs. Des paysans emmenaient des chevaux qu'ils avaient achetés pour une bagatelle. Des marchands emplissaient leurs charrettes à bras de pièces d'étoffes, des ouvriers faisaient emplette de serins ou de nappes damassées et de dentelles.

Les « étapes » étaient maintenant dans notre ville. Dans les auberges, officiers d'administration et fonctionnaires d'intendance en uniforme d'opéra comique, marchandaient avec les fabricants pour la vente de wagons d'étoffe ou de cuir. Contre un pantalon de civil on pouvait se procurer des pistolets d'ordonnance et des fusils. Les véhicules, abandonnés simplement dans les cours, passaient aux mains des paysans. Des pelles, des havre-sacs, des tentes gisaient pêle-mêle dans les rues. Dans les corridors des écoles il y avait des mitrailleuses chargées... des sacs d'avoine éventrés, des boîtes de conserves vides, des lampes à acétylène, des baïonnettes poussées en tas dans lequel fouillaient les enfants. C'était un torrent toujours grossissant qui, bien qu'arrêté dans sa course, n'en continuait pas moins pendant la nuit, à se déverser dans les rues. Des mules hennissaient, des gramophones nasillaient, ici c'était un essieu de charrette qui se brisait, là, un cheval qui tombait; par troupe de quatre à huit, les hommes arrivaient, ayant tous dans leurs poches quelque chose à vendre. Dans les gargottes on buvait, on chantait, on renversait les verres. « A l'Ours noir » ils avaient mis la main sur un buste en plâtre de l'empereur, devant lequel les gymnastes avaient coutume de prononcer leur serment en temps de paix. On lui ceignit le front d'un mouchoir rouge, puis on le plaça sur une table où il servit de cible aux balles des pistolets. Une tournée de bière devait récompenser celui qui le mettrait en pièces.

Dès qu'une fille se montrait, elle était aussitôt prise par la taille, entraînée à l'intérieur de l'auberge... et nombreuses étaient celles qui se laissaient faire, car les soldats avaient le sourire et. dans leur poche, certains objets dont elles étaient depuis longtemps privées. Bientôt, au son d'un gramophone enroué ou d'un piano désaccordé, les couples se mettaient à tourner; le schnaps et le vin coulaient à flots, les glaces volaient en éclats. Il n'était pas rare qu'on lançat dans le ciel des bombes lumineuses; dans leur lueur rouge-clair la ville apparaissait en un délire d'alcool et de luxure. Dans les corridors des maisons on n'entendait que les respirations haletantes des couples enlacés, sur les promenades on voyait luire des jupons blancs parmi les arbustes et dans les maisons où le mari manquait, souvent les femmes se laissaient bénévolement choir sur les lits pour une simple boîte de savonnettes ou quelques tablettes de chocolat.

C'était dans les maisons une orgie sans pareille. On y fêtait les soldats comme des héros et on les utilisait comme des hommes. On chantait ensemble les chansons du pays, on célébrait la paix, on exaltait la Révolution et quand on prononçait le nom de l'empereur on criait « assommez-le ». Chez beaucoup de femmes, les yeux recommençaient à briller et les bouches retrouvaient les grands rires; car leurs lits étaient pourvus à nouveau d'hommes utilisables, bien qu'ils ne fussent pas toujours leurs maris. Souvent, il fallait employer la force pour obtenir l'évacuation des cantonnements par les premiers occupants et loger les troupes qui affluaient toujours; car maint héros prétendait demeurer sur ses positions et maintes femmes, ayant mis à l'épreuve les forces qu'il avait accumulées aux « étapes », ne se souciaient guère de faire une expérience douteuse avec un de ceux qui revenaient lentement du front et qui n'aurait certainement pas l'entrain du premier. Il fallait voir avec quelle sollicitude on les accueillait ces soldats, dont beaucoup avaient été initiés en Belgique à de certaines pratiques dans lesquelles les femmes trouvaient la réalisation de leurs rêves les plus ardents et les plus secrets. Aussi nombre d'hommes rentrés quinze jours plus tard trouvaient-ils une amante accomplie, une compagne de lit sans pudeur ni retenue. Et quand, au bout de quelques semaines, elle lui murmurait à l'oreille qu'un heureux événement se préparait, lui, qui croyait entendre encore en rêve obsédant les claires détonations des schrappnels ou les trépidantes percussions des gros obus. se penchait en silence sur l'épaule de sa compagne, écoutant avec émotion les premiers frémissements de la paix dans le corps de la mère. Mais, que de fois aussi le pauvre mari veillait sur la croissance d'un fruit auquel ne se trouvait pas mélangée une seule goutte de son sang! Que de fois la femme engendra un enfant à qui le mari devait consacrer, plus tard, ses pensées et son énergie, alors que le véritable père menait une existence insouciante et honorable dans le Wurtemberg ou le Palatinat!

Trois jours durant, l'« étape » déferla sur la ville. Trois jours durant, le Markplatz fut une bourse et la fidélité conjugale de beaucoup de femmes une illusion des soldats du front. Ces trois jours suffirent du reste à donner plus tard assez d'occupation à deux spécialistes des maladies vénériennes, deux jeunes docteurs qui s'établirent dans notre ville à la fin de décembre! Ils avaient fait la guerre, et connaissaient l'état d'une armée qui avait occupé la Pologne et la Belgique.

(A suivre.)



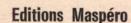


# "Sur Babeuf et la Conjuration des Égaux"

par Maurice DOMMANGET

Gracchus Babeuf en 1794.

(photo Viollet)



de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens ». C'est ce que Sylvain Maréchal, un de ses disciples,

écrira dans « le Manifeste des Egaux »

en 1796.

Après Thermidor et la première stabilisation du pouvoir de la bourgeoisie qui s'accompagne d'une nouvelle Terreur blanche, Babeuf ne cesse de dénoncer le nouveau gouvernement du Directoire dont la Constitution de 1795 écarte de la scène politique tout le petit peuple travailleur, l'accable par la vie chère et les bas salaires. C'est alors, en 1796, que la Conjuration des Egaux, organisation secrète qui regroupe à sa tête, aux côtés de Babeuf, Sylvain Maréchal et Buonarrotti en particulier, va s'efforcer de réveiller les souvenirs de 93, d'organiser et de diriger un mouvement populaire insurrectionnel destiné à réaliser « l'établissement définitif de la Constitution populaire ». Et pour « préparer de loin l'adoption de la véritable égalité », les Egaux indiquaient les tâches à accomplir en priorité :

 Obligation du travail pour les valides et suppression des droits politiques aux individus qui ne serviraient pas la société par un « travail utile » ;

Armement général du peuple et désarmement des parasites;

Interdiction à la presse de répandre le mensonge et la calomnie ;

Impôt progressif en nature sur les seuls riches;

Développement du machinisme et utilisation des terres incultes ;

Education commune égale pour tous :

Education commune égale pour tous ;
 Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles ;

 Monopole d'Etat des transactions extérieures.

Et si Babeuf et les Egaux ne parlent que des « riches » et des « pauvres », si à leur époque, il était difficile de comprendre qu'une nouvelle classe sociale naissait, le prolétariat, on ne peut cependant qu'être frappé de la similitude qui existe entre ces mesures et celles que Marx et Engels expliqueront « indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier » dans le Manifeste du Parti Communiste en 1847, cinquante ans plus tard.

## visme que d'une somme d'études éclairant chacune un aspect particulier de l'homme, de son œuvre, de ceux qui vécurent et luttèrent à ses côtés. Sans vouloir énumérer la totalité des textes, citons « Babeuf et l'Education », « L'Hébertisme et la Conjuration des Egaux », « Les Egaux et la Constitution de 1793 », « Philippe

revues. Il s'agit donc moins de l'histoire

proprement dite de Babeuf et du babou-

E livre que Maurice Dommanget

nous présente ici est un recueil de

24 textes écrits à des époques

diverses et parus dans différentes

La forme de recueil amène une pre-

Buonarrotti ». etc.

de recuen amene une pre-

### Un précurseur du socialisme scientifique

Né en 1760 et mort sur l'échafaud en 1797, condamné par le Directoire, Babeuf mène son action et forge ses idées en pleine période de bouleversement social, avant, pendant et après la Révolution de 1789. Il aborde tous les problèmes et intervient dans tous les domaines en révolutionnaire qui propose des solutions concrètes aux maux de la société.

Ainsi, sur la question agraire, si Babeuf préconise le démembrement des grandes propriétés féodales et leur partage égalitaire entre les paysans, il ne s'en tient pas là. Il souligne aussi les insuffisances d'une telle réforme agraire et ne la considère (ainsi que Marx et Lénine le feront plus tard) que comme une première étape vers « quelque chose de plus sublime et

mière difficulté de lecture et ne permettra

pas aisément, au lecteur qui aborde ce

sujet pour la première fois, de saisir l'évo-

lution et la continuité de la pensée et de

l'activité militante de Babeuf. D'autre part,

et c'est là une seconde difficulté pour le

profane, dans quelques-uns de ses textes,

Dommanget discute, avec d'autres histo-

riens du babouvisme, des diverses inter-

prétations possibles de lettres, docu-

ments, écrits babouvistes, conférant ainsi

un ton quelque peu académique à l'exposé.

Mais ceci dit, au fil des chapitres, on

apprend beaucoup sur ce premier com-

muniste, ce précurseur du socialisme

scientifique que fut Babeuf, sur sa doc-

trine et sa stratégie révolutionnaire.

### Une vie toute entière au service de la révolution

Babeuf et les Egaux s'efforcèrent de traduire dans la réalité de leur temps, par une activité incessante de propagande et d'organisation, leurs idées de transformation sociale. Contre la propriété privée, source de tous les maux, ils proposent et expliquent leur communisme; Babeuf critiquera la dictature personnelle de Robespierre pendant la Révolution; les Egaux dénonceront le Directoire dont le gouvernement abandonnait les principes égalitaires de 93, dont les « riches » écrasaient les « pauvres ».

Et c'est pour avoir défendu leurs idées d'une société plus juste, « égalitaire » et

communiste, non seulement dans les écrits, mais dans leurs actes, auprès du petit peuple, que Babeuf montera sur l'échafaud et que ses compagnons seront emprisonnés, déportés, exilés.

A travers les diverses études que nous propose Dommanget, c'est aussi ce dévouement, cet amour de l'humanité et de « l'égalité » qui animèrent Babeuf et les Egaux, que nous apprenons à connaître. Et malgré sa forme quelque peu décousue, c'est là un livre riche d'enseignements pour tous les communistes.

Lucienne PLAIN.

### BAS LES CŒURS

de Georges DARIEN

collection 10/18

Georges Darien (1862-1921) est avant tout une forte personnalité. Devançant l'appel, il s'engage à dixneuf ans et, à cause de son « mauvais esprit », est envoyé dans la première compagnie des pionniers de discipline, dont il sort en 1886.

Revenu à Paris, il décrit dans « Biribi » l'humiliation, les véritables tortures qu'endurent les bidasses en Tunisie, dans les bataillons disciplinaires. Pamphlétaire politique, au moment où redoublent les persécutions contre les anarchistes, il s'enfuit en Angleterre. Là il fréquente la pègre et se lie avec le milieu anglais mais aussi belge et allemand. Il en tirera un roman célèbre : « Le Voleur ».

Anti - militariste, anti - chauvin, « anarchiste », Darien est le type même de l'écrivain contestataire. « Bas les cœurs », qui est sorti en collection 10 × 18, est le récit autobiographique d'un enfant de douze ans qui, à Versailles, en 1870-71, découvre la vie et la révolte.

NE famille de la petite bourgeoisie, en 1870 et 1871 à Versailles, pendant la guerre contre les Prussiens puis pendant la Commune : en la décrivant, Georges Darien a dressé un violent réquisitoire contre le faux patriotisme, l'hypocrisie et la rapacité bourgeoises.

Un adolescent, patriote parce que tout le monde l'est autour de lui, voit ceux qui, cocardiers au début de la guerre répandaient les pires calomnies sur les Prussiens, les respecter parce qu'ils sont vainqueurs. Il voit son père, en pleine guerre, travailler pour l'armée allemande, parce que cela lui rapporte gros. Pendant ce temps, son grand-père, qui habite un village voisin, profite de l'occupation prussienne pour faire mourir sa sœur, dont il veut capter l'héritage, et se débarrasse du maire, son rival, en le faisant interner en Allemagne.

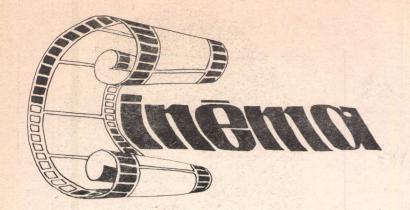
Bref, du beau monde, l'adolescent nous fait partager son dégoût, sa haine même contre son père quand celui-ci, inquiet pour ses entrepôts parisiens, applaudit au massacre de huit communards sur son chantier : « Tant mieux! »

Le premier roman de Georges Darien, « Bas les cœurs » est inspiré par une intention qui ne quittera plus l'auteur lors de ses œuvres ultérieures : faire partager sa révolte, son indignation contre les injustices et l'hypocrisie d'une société qu'il hait.



Le 23 Fructidor an IV (septembre 1796), les Egaux — « un grand nombre d'anarchistes », dit cette lithogravure de l'époque — attaquent le camp de Grenelle. La plupart seront tués ou capturés. (photo Viollet)

S.F.



# "Eldridge CLEAVER, Panthère Noire"

de William KLEIN

EUX auxquels tient à cœur la lutte des Noirs américains; ceux qui s'intéressent à la façon dont quelque 30 millions d'individus vivent et meurent en parias au cœur même de la «Babylone» moderne que sont les U.S.A.; ceux qui attachent une importance primordiale au développement des mouvements Noirs américains et à leurs perspectives pour eux-mêmes et pour l'ensemble de l'humanité, ceux-là seront certainement déçus par le film de William Klein: « Eldridge Cleaver ».

Déçus, d'une part parce que le film ne montre pas grand-chose du développement des mouvements Noirs sur le sol des U.S.A.; déçus d'autre part, parce que le peu qu'il en montre est vu au travers de lunettes pour le moins déformantes.

Ce que la caméra nous montre, en effet, ce n'est pas seulement comment Eldridge Cleaver dirigeant parmi les plus célèbres du « Black Panther Party » (parti des panthères noires), voit le monde qui l'entoure, mais surtout comment W. Klein le metteur en scène voit son « héros » voir le monde! Ce qui autorise bien sûr quelques doutes sur la fidélité du tableau.

Cela dit, de nombreux passages du film — en particulier dans la dernière partie — sont d'un intérêt incontestable. Sur l'écran, et à un rythme accéléré, se succèdent des images qui dépeignent toute l'horreur et l'absurdité du monde impérialiste.

Hauts faits de l'armée colonialiste portugaise au Mozambique; crimes et assasinats froidement perpétrés par des soldats U.S. au Vietnam; sauvagerie de la police américaine réprimant des manifestations d'étudiants américains, ou lynchant des Noirs; hypocrisie et bassesse des sénateurs et autres « hautes personnalités » américaines chargées d'enquêter sur les activités des Panthères Noires; racisme et veulerie de toutes ces canailles de haut rang de l'appareil d'Etat américain, qu'on a du mal à ne pas imaginer chefs de gang, et qui pour-

tant ont à la portée de la main le pouvoir de déclencher demain une troisième guerre mondiale et de décider du sort de l'humanité.

Indéniablement, toutes ces images fugitives savamment orchestrées, savent donner au spectateur une envie et une seule : balayer du monde actuel toute cette pourriture ; régler définitivement son compte à l'impérialisme criminel.

Mais, malheureusement, serait-on 'tenté de le dire, le film de Klein ne se limite pas à ces images. Il commence par une profession de foi de Cleaver. Mais une profession de foi pénible car elle est livrée par bribes, au hasard des pérégrinations du dirigeant Noir dans les ruelles tortueuses de la Kasbah d'Alger. Et à défaut de pouvoir saisir complètement le sens de cette interview facticement impromptue, le spectateur, qui voit la personne de Cleaver en pied et en tête, de face, de biais et de profil, peut se consoler en se félicitant de savoir tout — ou peu s'en faut — de son anatomie.

Mais c'est présenter une image bien piètre, même si elle est somme toute sympathique, de Cleaver, dirigeant des Panthères Noires. Cleaver représente ces hommes courageux qui ont choisi de se battre et d'affronter sur le terrain, et pas seulement en paroles à Alger, l'armée et la police du plus hideux des géants impérialistes du monde.

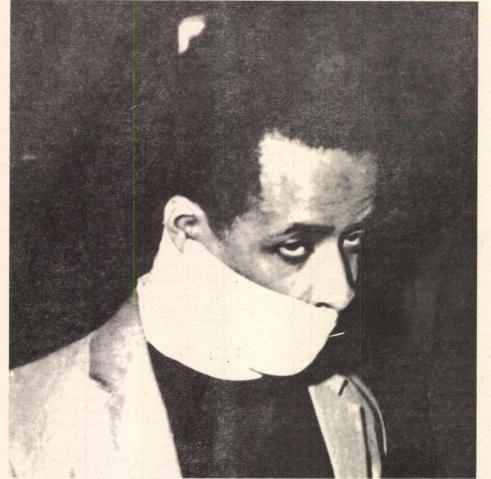
C'est en présenter une image assez juste malgré tout, dans la mesure où le « héros » — c'est la caméra de Klein qui se complait à le présenter ainsi —, réfugié à Alger, et coupé de ce fait de la lutte qui se poursuit aux U.S.A., semble manquer singulièrement de perspectives.

Certes, il achète un beau couteau à cran d'arrêt, qu'il manie dix bonnes minutes avec pas mal de dextérité, et qu'il réserve symboliquement à Reagan, gouverneur de l'Etat de Californie; mais il n'en reste cependant pas moins convaincu que, s'il remet les pieds sur le sol de « Babylone », les flics de Reagan tireront les premiers.

La question que chacun se pose est claire : quelles perspectives sont celles du mouvement des Panthères Noires? Cette question, lancinante, un jeune Algérien lui-même la pose à Cleaver dans le film : « Pourriez-vous préciser quels sont vos buts et vos méthodes? ». Ce à quoi Cleaver répond que ce qu'il veut faire aux U.S.A., c'est ce que les Algériens... ont fait chez eux! L'image la plus vraie saisie par la caméra dans le film est indéniablement celle de la face ahurie et incrédule du jeune Algérien, devant cette réponse de Cleaver.

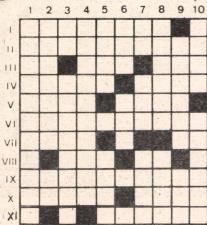
On ne voit pas grand chose d'Alger dans ce film. Mais on en voit suffisamment pour comprendre que, justement, sept ans de lutte armée n'ont pas apporté aux masses algériennes lébien-être auxquelles elles aspiraient. On en voit suffisamment pour comprendre que la formule lapidaire : « Le pouvoir est au bout du fusil » est singulièrement insuffisante.

Michelle VERDIER.



Cleaver parle pour les Panthères Noires baillonnées : ici Bobby Seate lors de son procès.

### MOTA



HORIZONTALEMENT. — I. Même sans portefeuille, a des fins de mois faciles. — II. Sait parfois faire la bombe. — III. Négation - Colère désordonnée - Possessif. — IV. Le désespoir du curé - Corbeille à papiers. — V. A acheté des chevrons - Quatre muettes. — VI. Prend au col. — VII. Est utile - Lettre grecque. — VIII. Cri - Mit les jeunes Français au régime lacté (initiales). — IX. Dassault est leur chef de file. — X. Religieuse - Pas reconnue. — XI. En mettre plein la vue.

VERTICALEMENT. — 1. Sur le pavé. — 2. Resté unique - Confédéré, mais anti-esclavagiste (initiales). — 3. Interjection enfantine - Faux pères. — 4. Sentiment qu'on peut éprouver en remplissant cette grille. — 5. Tube - Le père des Jules. — 6. Conquête anglaise - Porteur d'alter. — 7. Participe gai - Fin d'un duel - Conduisit. — 8. Ma Gaby, disait Riri - Se sauve. — 9. Titre - Brame. — 10. Fait du mal - Battre.

### SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

La semaine dernière, nos lecteurs ont pu constater qu'il n'y avait aucun rapport entre la grille et les définitions proposées. Il ne s'agissait pas de mots croisés destinés au numéro du 1er avril, mais d'une erreur dont nous nous excusons.

Nous republions donc cette semaine les mêmes définitions avec une grille correcte cette fois-ci.

### LA DIRECTION CRÉE CHEZ CITROEN (Région parisienne) UN COMITÉ HYGIÈNE ET SÉCURITÉ... ... POUR SEPT USINES

L existe un décret, datant du 1er août 1947, qui oblige toutes les entreprises importantes à créer, sous la responsabilité du Comité d'Entreprise, un Comité Hygiène et Sécurité (CHS). Or les usines Citroën, qui regroupent pourtant plusieurs dizaines de milliers de travailleurs n'ont jamais connu de tels organismes. Arguant du fait que les syndicats CGT et CFDT utiliseraient le CHS dans un but « politique », le patron s'était toujours refusé à le mettre

Mais depuis juillet dernier, le syndicat jaune SNISC (CFT) est devenu majoritaire au CE. C'est sans doute ce qui a permis à la direction d'assouplir sa position, persuadée que jamais la CFT n'utiliserait le CHS pour dénoncer ce qui serait susceptible de déplaire au patron.

A la réunion du Comité d'Entreprise du mois d'octobre, une résolution fut votée demandant la création d'un CHS pour chaque établissement de la région parisienne, c'est-à-dire sept en tout. La direction, pour sa part, maintint sa position d'un seul CHS pour l'ensemble de la région parisienne. Le différend (qui dure depuis des années) fut encore une fois porté devant l'inspecteur du travail du quinzième arrondissement de Paris. Celuici décida alors une réunion paritaire qui eut lieu le 1er décembre.

A cette réunion la direction, appuyée par la CFT, réaffirma sa position. Elle vit alors l'inspecteur du travail voler à son secours. Celui-ci s'affirma partisan d'un seul Comité Hygiène et Sécurité pour l'ensemble de la région parisienne car, affirmait-il, sept comités isolés manqueraient d'efficacité. Le CHS unique serait, toujours à en croire ce Monsieur, « un niveau de réflexion sur les statistiques et les orientations à prendre ». Il profita d'ailleurs de l'occasion pour déclarer qu'il était « obligé de constater l'efficacité des services de sécurité Citroën » (pour qui connaît tant soit peu l'entreprise, c'est là une douce plaisanterie).

Mais, afin de jouer pleinement son rôle « d'arbitre », il fit une petite concession aux organisations syndicales, en préconisant la création d'une commission au niveau de chacune des sept unités de production. Chaque commission devrait comprendre deux agents de sécurité, un médecin du travail, trois ouvriers et un agent de maîtrise.

La direction a purement et simplement répondu « NON » à cette dernière proposition. Magnanime, elle a octroyé généreusement un « correspondant » du CHS par usine qui ne disposera pas d'heures mais sera chargé de la transmission du courrier entre les travailleurs et le CHS.

Avec de telles propositions, la direction se moque du monde et, bien sûr, il n'y a pratiquement rien de changé par

rapport à la situation antérieure. A la petite différence près que Citroën est désormais en règle avec la lettre, sinon l'esprit, de la loi. C'est l'inspecteur du travail qui va être content.

Correspondant L.O.



Citroën renouvelle plus souvent sa gamme de voitures commerciales que le matériel destiné à la sécurité des travailleurs.

### A L'ECOLE CITROEN :

### L'APPRENTISSAGE DE L'EXPLOITATION ET DES BRIMADES

HEZ Citroën, c'est bien connu, la direction se vante de « l'esprit » très particulier qui préside aux relations entre elle et les travail-

Mais comme l'esprit Citroën est difficile à inculquer au commun des mortels, comme de nombreux travailleurs, nouvel-

lement embauchés, ont du mal à se plier à la règle de la maison « lci, on obéit et on se tait, sinon c'est la porte », la direction commence à faire l'éducation « maison » des jeunes dès avant l'embauche. Elle veut apprendre sa façon de voir à

(Photo L.O.)

tous les élèves qui suivent les cours des écoles d'apprentissage Citroën.

Ces jeunes sont soumis aux mêmes conditions de travail qu'à l'usine. On ne rigole pas rue de l'Eglise (au Centre d'Apprentissage Citroën situé dans le quinzième arrondissement) ni du côté du travail, ni du côté de la discipline.

Dès leur admission, les élèves, futurs ouvriers de Citroën, ont à signer le rèalement de l'école qui comprend un très large éventail de sanctions.

Après quelques semaines de cours, ils peuvent d'ailleurs se rendre compte par eux-mêmes que, toujours du point de vue sanctions, le règlement n'est nullement exhaustif. Les chefs (professeurs, mais surtout moniteurs d'atelier) semblent avoir une imagination débordante lorsqu'il s'agit de trouver des motifs nouveaux pour infliger des punitions. Chaque semaine, il y a régulièrement quinze jeunes qui sont sanctionnés, certains de 4 heures, d'autres de 8 heures de travail, le samedi pour des motifs du genre : « a oublié son cahier de technologie »; « a détérioré une fraiseuse »; « a trompé son moniteur »; « a oublié ses vêtements de sport »; ou encore « mauvaise volonté dans le travail et de plus ne veut pas faire mieux »!

Quant au « cas grave », c'est-à-dire le pauvre élève qui a servi de tête de turc durant la semaine (il y en a toujours un par semaine), il se voit réservé la place d'honneur au-dessus de la pointeuse de l'entrée. Et c'est au-dessus de ce symbole de la précision et de la discipline, c'està-dire de l'exploitation elle-même, qu'est placardé son nom accompagné du motif de sa sanction, sur une affiche du style : « l'élève X, après consultation de ses parents (mais ces derniers ont-ils seulement la possibilité de s'opposer à l'administration de l'école sans risquer de voir leur fils mis à la porte?) et après avis de ses professeurs, a été puni de 8 heures pour indiscipline grave, etc. ».

Le but de cette discipline intensive n'est pas seulement de « former » des jeunes à l'esprit Citroën, c'est-à-dire de leur faire admettre comme naturel l'arbitraire et la sanction. Car Citroën ne rate jamais une occasion de faire une bonne affaire. Et les quinze élèves punis régulièrement qui passent leur samedi à nettoyer les machines et à assurer le rangement de l'école lui évitent de payer quelques ouvriers supplémentaires pour assurer ce travail.

En quelque sort, une pédagogie qui rapporte sur tous les plans!

Correspondant L.O.

### **RENAULT-FLINS:**

### L'INTOX DE LA DIRECTION

L y a maintenant deux mois que la Régie, sous prétexte que ses tracteurs se vendaient mal, mettait au chômage technique partiel 1.500 travailleurs de la Division Matériel Agricole au Mans. Chaque ouvrier de la Régie reçut à l'époque une lettre où la Régie pleurnichait sur sa situation « préoccupante ». En même temps, à Flins, les heures supplémentaires étaient supprimées dans certains secteurs. Aussitôt, des rumeurs ont circulé dans l'entreprise : il y aurait, paraît-il, une baisse de la production; la R12 se vendrait mal, et déjà certains travailleurs, inquiets pour leur travail, ont pensé au chômage possible.

Bien entendu, la Régie n'a rien fait pour démentir ces bruits, et on peut

même dire qu'elle a tout fait pour les entretenir. Lorsque la production marche à plein, la voit-on faire une lettre aux ouvriers pour les informer de la bonne marche de l'entreprise? Bien sûr que non. Par contre, dès qu'un petit secteur comme celui du Matériel Agricole (1.500 ouvriers sur 92.000 à la Régie) est en difficulté, la voilà qui, avec des trémolos dans la voix, s'adresse à tous les ouvriers pour leur faire comprendre que « la situation est difficile »!

La vérité, c'est que l'on assiste, de la part de la direction, à une véritable « intox ». Car, sur le plan général, on ne peut tout de même pas dire que la situation de la Régie est désespérée! Ces derniers temps, l'usine de Flins a été agrandie, et de nombreux travailleurs ont été embauchés, faisant passer l'effectif de 15.000 à 18.000 ouvriers. Quant aux cadences, elles n'ont en général pas diminué, et c'est toujours pour les travailleurs à la chaîne la même course contre la montre. Enfin, pour Noël et le Jour de l'An. pas question de faire cadeau aux ouvriers de quelques heures de production. Les camarades en équipe du matin, qui devaient donc travailler les samedi 26 décembre ou 2 janvier, feront le pont, mais ils auront déjà récupéré ce pont. par avance, par une prolongation de la journée de travail les samedis précédents. Quant aux ouvriers faisant la nuit, ils récupéreront leurs nuits de Noël et du Jour de l'An en faisant 1 h 15 de plus chaque samedi pendant cinq semaines.

En somme, la direction a beau pleurer misère, elle n'est pas bien convaincante : elle est trop assoiffée d'heures de production pour que l'on puisse croire à sa « situation diffi-

Du reste, s'il y avait effectivement « moins de travail », les ouvriers ne s'en plaindraient pas : ne serait-ce pas une bonne occasion pour réduire les horaires et les cadences infernales qui sont leur lot quotidien? Le seul problème, c'est qu'il ne faut pas en faire faire les frais aux travailleurs. Ceux-ci veulent une réduction d'horaire, oui, qu'il y ait du travail ou qu'il n'y en ait pas. Mais sans diminution de salaire!